

# CAHIER DU RETEX



**OPÉRATIONS**

**L' ARMÉE DE TERRE FRANÇAISE 1978-2015  
BILAN DE 37 ANNÉES  
D'OPÉRATIONS ININTERROMPUES**



**CDEF** Centre de Doctrine  
d'Emploi des Forces  
**DREX** Division Recherche  
et Retour d'Expérience



**MAI 2015**

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

#### La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

#### La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

#### La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

#### La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustrations de couverture :

**Tchad, opération MANTA, sept-oct. 1983 - Progression dans la région d'Ati d'une patrouille du 2<sup>e</sup> RIMa (Régiment d'Infanterie de Marine)**  
© Benoît DUFEUTRELLE/ECPAD

**Mali, opération SERVAL, février 2013 - Un groupe de combat débarqué d'un VBCI de la S3 de la 1<sup>re</sup> Cie du 92<sup>e</sup> RI en observation sur l'aéroport de Gao. »**  
© ADC Jean-Raphaël DRAHI/armée de Terre

**L'ARMÉE DE TERRE FRANÇAISE 1978-2015,**

**BILAN DE 37 ANNÉES**

**D'OPÉRATIONS ININTERROMPUES**

## GÉNÉRALITÉS SUR LE RETEX DE L'ARMÉE DE TERRE

Sous pilotage de l'EMAT, le CDEF coordonne le retour d'expérience de l'armée de Terre.

Les enseignements développés dans ce cahier sont directement tirés de l'analyse du RETEX assurée par le CDEF à partir des comptes rendus de fin de mission.

Son but est de mettre à disposition des cadres du RETEX directement exploitable par les forces, en complément de la doctrine d'emploi tactique des unités en vigueur.

L'envoi systématique au CDEF de tous les CRFM est donc une nécessité pour qu'ils soient analysés et que des mesures pratiques en découlent, notamment leur large diffusion.

Ce RETEX est mis en ligne sur le site du CDEF dans la rubrique CDEF/RETEX, cahiers du RETEX, collection Opérations.

Ce cahier du RETEX a été élaboré par le Colonel Pierre Esnault, chef de la division recherche et retour d'expérience (DREX) du CDEF, sous la direction du Général Jean-Jacques Toutous, directeur du CDEF.

Toutes les remarques et suggestions concernant ce document sont les bienvenues et peuvent être adressées à la division recherche et retour d'expérience (DREX) du CDEF à l'adresse suivante :

Colonel ESNAULT (chef de la division recherche et retour d'expérience)

[pierre.esnault@intradef.gouv.fr](mailto:pierre.esnault@intradef.gouv.fr)

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE 1 – 1978-1991 : LES INTERVENTIONS CENTRÉES SUR L’AFRIQUE ET LE LIBAN D’UNE ARMÉE DE TERRE À DEUX VITESSES</b>	<b>9</b>
<b>1.1. Physionomie de l’armée de Terre</b>	<b>9</b>
1.1.1. Modèle – organisation	9
1.1.2. Préparation opérationnelle	11
1.1.3. Equipements	12
<b>1.2. Physionomie des opérations</b>	<b>13</b>
<b>1.3. Enseignements majeurs</b>	<b>15</b>
1.3.1. Organisation	15
1.3.2. Emploi	16
1.3.3. Equipements	16
<b>CHAPITRE 2 – 1991-2015 : LES OPÉRATIONS TOUS AZIMUTS D’UNE ARMÉE DE TERRE PROFESSIONNELLE</b>	<b>21</b>
<b>2.1 Première phase : 1991-2007 - les opérations de stabilisation d’une armée professionnalisée</b>	<b>21</b>
2.1.1. Physionomie de l’armée de terre	23
2.1.1.1. Modèle – organisation	23
2.1.1.2. Préparation opérationnelle	24
2.1.1.3. Equipements	25
2.1.2. Physionomie des opérations	25
2.1.3. Enseignements majeurs	29
2.1.3.1. Organisation	29
2.1.3.2. Emploi	30
2.1.3.3. Equipements	32

<b>2.2. Deuxième phase : 2007-2015 – les opérations durcies d'une armée de terre mature</b>	<b>33</b>
<b>2.2.1. Physionomie de l'armée de terre</b>	<b>35</b>
2.2.1.1. Modèle – organisation	35
2.2.1.2. Préparation opérationnelle	35
2.2.1.3. Equipements	37
2.2.2. Physionomie des opérations	38
2.2.3. Enseignements majeurs	39
2.2.3.1. Organisation	39
2.2.3.2. Emploi	40
2.2.3.3. Equipements	43
 <b>CONCLUSION</b>	 <b>47</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE</b>	 <b>49</b>

# INTRODUCTION

**D**epuis 1978, année du déclenchement d'opérations au Liban et de nouvelles opérations au Tchad, l'armée de terre (AdT) a été engagée dans près de **70 opérations extérieures**, pour l'essentiel en Afrique.

Au-delà de ses multiples évolutions d'organisation liées au contexte stratégique et économique, **elle n'a ainsi jamais cessé de combattre**, dans des configurations et des modes d'action d'une très grande variété. Pour remplir ses missions, elle s'est toujours appuyée sur les **fondamentaux** de la manœuvre aéroterrestre tout en conduisant, dans tous les domaines, les **adaptations** nécessaires pour accroître son efficacité.

L'AdT est également intervenue une centaine de fois sur le **territoire national** (TN), en métropole et outremer, lors de missions de sécurisation (Vigipirate, sommets internationaux et grands évènements mémoriels ou sportifs), de secours aux populations (catastrophes naturelles ou épisodes climatiques) ou encore de soutien des services de l'Etat (dépollution côtière, pandémies, transports divers).

Cette période d'opérations continues est scindée en deux phases par la rupture de 1991, marquée par la fin de l'empire soviétique, la guerre du Golfe et le début des conflits balkaniques :

- **1978-1991** : dans un contexte de la Guerre froide et d'armée mixte (Livre blanc de 1972), les forces terrestres (FT) sont projetées dans des opérations extérieures le plus souvent nationales, en Afrique et au Moyen-Orient. Cette période est également l'objet d'une réflexion sur l'emploi des forces sur le territoire national, qui demeure centrée sur la défense opérationnelle du territoire (DOT), laquelle ne sera jamais mise en œuvre.

- **1991-2015**<sup>1</sup> : dans un contexte de recomposition stratégique brutale liée à l'effondrement du monde communiste, d'une armée de terre professionnalisée, de trois Livres blancs (1994, 2008, 2013), d'une déflation d'effectif continue et globalement considérable, l'armée de terre est employée dans des opérations extérieures le plus souvent multinationales sur tous les continents, alors que d'importants progrès sont accomplis dans l'emploi des FT sur le territoire national. Il est plus concret, plus visible et il est surtout plus attendu.

Sans prétendre à l'exhaustivité, *ce cahier du RETEX* se propose de survoler ces 37 années d'opérations, en les replaçant dans le contexte général des grandes évolutions de la défense et de la physionomie de l'armée de terre pour chacune des phases clés de cette période, et de se focaliser ensuite sur les opérations et leurs enseignements majeurs.

---

<sup>1</sup> Du débat stratégique occidental émergent également deux phases légèrement différentes de la période 1991-2015. Le cycle 1991-2002 nommé « Transformation » se caractérise pour les forces terrestres par une adaptation radicale de leurs modèles et la poursuite d'un emploi expéditionnaire en maintien de la paix, ainsi qu'un usage stratégique de l'arme aérienne, notamment par le biais de frappes préemptives ; le cycle entamé depuis 2002, appelé cycle des « petites guerres » se caractérise par un emploi des forces terrestres en contre-insurrection et par celui de l'arme aérienne plus orienté sur l'appui feu air-sol [cf. Christian MALIS, *Guerre et stratégie au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Fayard, 2014, chapitre 3].





# CHAPITRE I

## 1978-1991 :

### LES INTERVENTIONS CENTRÉES SUR L'AFRIQUE ET LE LIBAN D'UNE ARMÉE DE TERRE À DEUX VITESSES

**R**eprenant l'ordonnance du 7 janvier 1959, le **Livre blanc de 1972** rappelle la théorie des 3 cercles : sanctuaire national (DOT et dissuasion), glacis européen (corps de bataille), défense mondiale (forces prépositionnées, DOM-TOM, unités d'intervention).

Il officialise le passage de l'ère de la décolonisation douloureuse à l'ère moderne et concrétise les bases de « l'indépendance stratégique » posées par le général de Gaulle : les capacités de dissuasion nucléaire et la DOT sont au centre de la politique de défense.

Il distingue la « manœuvre en Europe » confiée au corps de bataille (1<sup>ère</sup> armée et force aérienne tactique) de « l'action hors d'Europe » qui concerne les forces outre-mer et les capacités d'interventions (11<sup>ème</sup> division parachutiste et 9<sup>ème</sup> brigade, laquelle devient 9<sup>ème</sup> division d'infanterie de marine en 1976).

Au cours de la période, le budget de la défense fait l'objet d'arbitrages défavorables pour l'armée de terre, qui doit supporter une baisse de 10% de ses effectifs, provoquant en 1983 la démission de son chef d'état-major, le général d'armée Delaunay.

#### 1.1 Physionomie de l'armée de terre

##### 1.1.1. Modèle – Organisation

L'armée de terre compte 330 000 h et autant de réservistes. Elle est **mixte** et partagée entre deux grandes entités opérationnelles :

- un corps blindé-mécanisé, armé par la conscription et concentré en grande partie dans le quart nord-est de la France (deux corps d'armée) et l'**Allemagne**, où stationne un corps d'armée à trois divisions blindées, auquel s'ajoute le secteur français de **Berlin** où deux régiments de mêlée sont déployés en permanence ;
- une **Force d'action rapide (FAR)**<sup>2</sup> partiellement professionnelle, regroupant des unités majoritairement stationnées dans l'ouest et la moitié sud du pays. La création de la FAR a lieu en 1983, Charles Hernu étant ministre de la défense et le général d'armée Imbot chef d'état-major de l'armée de terre. Outre son état-major et une brigade logistique, elle comprend la 11<sup>ème</sup> division parachutiste, la 9<sup>ème</sup> division d'infanterie de marine, la 27<sup>ème</sup> division alpine, la 6<sup>ème</sup> division légère blindée et la 4<sup>ème</sup> division aéromobile.

<sup>2</sup> Souvent perçue comme « l'outil des projections africaines », la FAR fut avant tout créée pour permettre un engagement « vite, fort et loin » sur le théâtre centre-Europe, avec la 4<sup>ème</sup> division aéromobile comme fer de lance. Ce cadre d'emploi a été testé lors de l'exercice majeur franco-allemand « Moineau hardi » en 1987.

L'armée de terre compte alors 95 régiments dans le corps blindé mécanisé et 41 dans la FAR à sa création, soit un total de 136 régiments des forces, auxquels s'ajoutent plusieurs dizaines d'autres formations non endivisionnées<sup>3</sup>, et 63 régiments de réserve souvent dérivés des formations d'active.

Le dispositif des **forces prépositionnées** est quant à lui constitué par<sup>4</sup>:

- ✓ les forces de présence dans plusieurs pays d'Afrique :
  - les forces françaises stationnées à Djibouti (FFSD),
  - les troupes françaises au Gabon (TFG),
  - les troupes françaises du Cap-Vert (TFCV),
  - les troupes françaises stationnées en Côte d'Ivoire (TFSCI).
- ✓ et les **forces de souveraineté** qui couvrent l'ensemble des DOM-TOM :
  - les forces armées du groupe Antilles - Guyane (FAGAG) en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane,
  - les forces armées de la zone sud de l'Océan Indien (FAZSOI) à la Réunion et sur l'île de Mayotte,
  - les forces armées en Polynésie Française (FAPF),
  - les forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC).

La France n'étant plus membre de la structure de commandement militaire intégrée de l'OTAN depuis 1966, l'emploi de l'armée de terre est planifié en réserve de contre-attaque des forces de l'Alliance.

S'agissant de préparer une confrontation entre blocs, elle dispose encore d'**armes nucléaires tactiques** (le missile Pluton), rebaptisées pré-stratégiques dans la seconde moitié des années 80. Comme pour les autres composantes nucléaires servies par les armées, ces vecteurs ne sont que positionnés au sein de l'armée de terre, leur emploi relevant strictement du pouvoir politique.



Missile Pluton sur châssis AMX 30

Au plan de l'organisation, depuis la réforme Lagarde<sup>5</sup> de 1977, les commandements opérationnels et organiques sont fusionnés et assumés à chaque niveau par le même officier général : corps d'armée et région militaire (RM), divisions des forces et divisions militaires territoriales (DMT). Les directions de services sont déconcentrées au niveau régional. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, met fin à cette architecture en 1991 par le **Plan Armées 2000**, qui remplace les régions militaires par les circonscriptions militaires de défense (CMD) et dissocie à nouveau l'organique de l'opérationnel, rendant par ailleurs leur autonomie aux directions et services.

<sup>3</sup> Dont de nombreux régiments des éléments organiques de corps d'armée (EOCA) parmi lesquels beaucoup d'unités d'appui, de commandement et de soutien.

<sup>4</sup> Situation en 1989.

<sup>5</sup> Le général d'armée Jean Lagarde est chef d'état-major de l'armée de terre de 1975 à 1980.

L'emploi des forces est encadré par des règlements et une **doctrine**, élaborés selon leur niveau par le bureau études de l'état-major de l'armée de terre et la 1<sup>ère</sup> armée, qui valide ou fait valider les règlements d'emploi (les TTA, pour « toutes armes »), rédigés par des « commissions de règlements » pluridisciplinaires, mises sur pied en tant que de besoin et intégrant toujours des représentants des forces. Schématiquement, la 1<sup>ère</sup> armée prend en charge les règlements d'emploi des grandes unités (série des TTA 900), tandis que ceux du niveau régiment relèvent de la responsabilité des inspecteurs d'armes, qui disposent à cet effet de « commissions consultatives permanentes ». Enfin, la doctrine d'arme du niveau unité élémentaire et les règlements de mise en œuvre des systèmes d'armes sont élaborés par les écoles d'armes.

d'opportunité. Entre deux missions à l'extérieur, les unités de la FAR viennent s'acculturer au combat en centre-Europe en profitant des manœuvres des unités blindées mécanisées. Les régiments disposent de l'intégralité des équipements leur permettant de s'engager tous moyens réunis, ainsi que d'une chaîne de décontamination NBC. La première mission de toute unité est d'ailleurs de savoir desserrer, c'est-à-dire quitter son quartier en moins de six heures pour rejoindre des zones de déploiement reconnues, afin d'échapper à des frappes aériennes massives et préserver ainsi le potentiel de combat. Cette exigence impose de toujours conserver de l'ordre de 50% de l'effectif présent grâce à un dispositif de disponibilité opérationnelle (DO). Pour les unités en alerte, l'instruction se poursuit ainsi régulièrement le week-end, les fêtes de fin



Aguerrissement au CNEC de Montlouis

### 1.1.2. Préparation opérationnelle

L'armée de terre s'entraîne à la manœuvre et au tir dans les **camps** nationaux mais aussi régulièrement en **terrain libre**, le territoire étant par ailleurs bien maillé en termes d'implantation de garnisons. En Allemagne, les jumelages avec des unités alliées sont quasi systématiques et certaines manœuvres sont l'occasion de coopérations ponctuelles

d'année se passent souvent au quartier, ce qui ne pose pas de difficulté en regard des maigres droits à permissions des appelés<sup>6</sup>.

L'**aguerrissement** est appuyé sur un réseau de centres d'entraînement commando (CEC) où se succèdent l'ensemble des unités. Outre le centre national d'entraînement commando (CNEC) de Montlouis qui forme essentiellement les instructeurs et les moniteurs, les CEC sont

<sup>6</sup> 16 jours dans le cadre du service national de 12 mois, auxquels peuvent s'ajouter 10 jours si on sert dans les forces françaises en Allemagne ou si on est fils d'agriculteur, et 4 jours si on a effectué une préparation militaire.

implantés à Margival, Quelern, Pont Saint Vincent, Givet, Les Rousses, Penthievre, ainsi qu'en Allemagne à Trèves, Vieux Brisach, Kehl et Berlin. Outremer, de nombreux centres d'aguerrissement permettent l'accoutumance aux milieux particuliers : milieu aquatique en Nouvelle Calédonie, aux Antilles ou en Polynésie, jungle en Guyane et au Gabon, milieu tropical à la Réunion et à Mayotte, zone désertique à Djibouti. Des pistes ou parcours du risque (ou d'audace, suivant l'époque) sont par ailleurs présents dans de nombreuses garnisons, permettant un aguerrissement très décentralisé.

Le **tir aux armes individuelles** est pratiqué selon la méthode dite « Montauban ». Il s'agit de grouper les impacts, y compris aux armes tirant en rafale (pistolet mitrailleur MAT49 puis Famas). Une évolution importante émerge dans les années 80 pour rechercher la valorisation du premier coup au but. Seuls les cavaliers<sup>7</sup> et les artilleurs disposent initialement de parcours normés liés à des campagnes de tir, essentiellement sur le camp de Canjuers, puis le centre d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel (CEITO) est créé en 1985 sur le camp du Larzac pour l'infanterie.

Tous les entraînements du corps blindé mécanisé intègrent le combat en ambiance **NBC** et en zone contaminée.

### 1.1.3. Equipements

Ils sont modernes, l'armée de terre mettant en service sa seconde génération d'équipements majeurs depuis la fin de la Seconde guerre mondiale : le Famas, les missiles Milan et Hot, les véhicules P4 et camions GBC Berliet, les blindés VAB, AMX 10 P, AMX 10 RC, les canons de 155mm Au F1 et Tr F1 pour l'artillerie, les engins de franchissement, d'appui à la mobilité ou de contre-mobilité du génie<sup>8</sup> ou encore le système RITA pour les transmissions sont mis en service dans la période 73-80. A partir de 1982, l'AMX30B2 remplace l'AMX30 de 1967. S'il ne s'agit que d'une version modernisée du char de bataille français, le nouveau char intègre toutefois des évolutions importantes dans les domaines de la mobilité (boîte de vitesses, suspension) et de la conduite de tir, cette dernière devenant automatique. S'agissant des moyens de transport, les véhicules de transport logistique (VTL) et les TRM 10 000 remplacent avantageusement à partir de 1989 les ensembles gros porteurs (EGP), semi-remorques et divers types de camions. Quant aux hélicoptères, les Puma (1969) et Gazelle (1971) sont déjà un peu plus anciens.

La **maintenance** descend jusqu'au niveau de l'unité élémentaire (ateliers 2A), favorisant une culture de l'entretien, lequel fait l'objet de



VAB



AMX 10 P



AMX10 RC

<sup>7</sup> Et par extension les fantassins des compagnies de chars des régiments d'infanterie mécanisée.

<sup>8</sup> Par exemple le Bac Gillois puis l'engin de franchissement de l'avant (EFA), le pont automoteur d'accompagnement (PAA), le moyen polyvalent du Génie (MPG), l'engin blindé du génie (EBG), le moyen de forage rapide de destruction (MFRD), le distributeur de mines MINAUTOR, etc.



AuF1



TrF1



EBG

contrôles nationaux réguliers, à travers les redoutés détachements d'inspection technique (DIT), devenus dans le courant des années 90 les détachements de contrôle technique des matériels (DCTMat), intervenant tous les deux ans (une fois par temps de commandement de chef de corps).

## 1.2 Physionomie des opérations

L'armée de terre est engagée sur **une quinzaine d'opérations** en grande majorité en Afrique, qui forgent une **première génération du feu** depuis la décolonisation.

L'**action sur le TN** se concentre alors sur les missions de **sécurisation**. En effet, les attentats survenus sur le territoire français au début des années 80 entraînent l'émergence d'une politique antiterroriste menée par le gouvernement dès 1982.

Les opérations majeures de cette période sont conduites au Liban et au Tchad, théâtres tous deux ouverts en 1978<sup>9</sup>, qui est également l'année de l'intervention d'urgence **Bonite au Zaïre**, opération d'extraction de ressortissants européens retenus en otages par des rebelles katangais, symbolisée par

l'opération aéroportée menée par le 2<sup>ème</sup> REP sur Kolwezi<sup>10</sup>.

- au **Liban**, la France devient rapidement l'un des principaux pays contributeurs de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), mise en place en 1978. Le début des années 80 est toutefois davantage marqué par l'opération **Diodon**, participation française à la force multinationale de sécurité à Beyrouth (FMSB, 1982-84) où 2 000 hommes sont engagés avec des capacités lourdes (automoteurs d'artillerie), dans le contexte d'après combats urbains opposant d'une part les milices palestiniennes et l'armée israélienne qui a envahi le pays (opération *Paix en Galilée*), mais surtout les différentes milices libanaises entre-elles (phalangistes, Amal, Druzes de Walid Djoumblatt). Cette guerre civile est soutenue par la Syrie d'Hafez el-Assad, dont les forces occupent la plaine de la Bekaa. La situation bascule le 23 octobre 1983. Le double attentat contre les contingents américain et français (immeuble du Drakkar) qui coûte la vie à 251 soldats américains et 58 parachutistes français déclenche le retrait des troupes de ces deux pays. La FMSB est alors « relevée » par un contingent d'observateurs multinationaux auquel la France contribue d'une manière importante, et la FINUL poursuit sa mission.

<sup>9</sup> S'agissant du Tchad, il serait plus juste d'évoquer un retour, car des opérations s'y sont déjà déroulées, notamment entre 1968 et 1972.

<sup>10</sup> Dans le même registre de l'intervention d'urgence, on note l'opération *Barracuda* en RCA entre 1979 et 1981 visant à sécuriser Bangui après la chute de Bokassa.

- au **Tchad**, où se succèdent les opérations *Tacaud* (1978-80), *Manta* (1983-84), et *Epervier* (1984-2014). Lors de **Manta**, il s'agit de contrer l'intervention de l'armée libyenne sur le territoire tchadien, à la demande du président tchadien Hissène Habré. L'armée libyenne équipe alors l'armée de libération nationale de l'ancien président Goukouni Oueddeï, opposé à Hissène Habré. 3 000 hommes sont engagés, essentiellement de l'infanterie légère, des escadrons blindés, 30 hélicoptères.

Des moyens aériens conséquents sont également déployés : 10 Mirage et Jaguar (dont un est abattu par les Libyens en janvier 1984), 26 avions de transport tactique C160 (soit le parc total restant en service en 2015), des Atlantique 2 et des renforts américains (renseignement, défense sol-air, avions

de combat). La force combat des rebelles Tchadiens et les forces blindées mécanisées libyennes, appuyées par des avions qui bombardent plusieurs fois les positions françaises.

Ces opérations représentent encore à ce jour deux des plus importantes OPEX françaises depuis la guerre d'Algérie. L'ennemi est le plus souvent dissymétrique, parfois face à des armées régulières (Libyens au Tchad), ou asymétrique (milices au Liban, rebelles au Tchad). L'intensité est élevée et génère des pertes importantes<sup>11</sup> : 158 morts au Liban, dont 92 en 1983-1984 lors de Diodon (soit davantage en 10 mois qu'en 13 années d'Afghanistan) et des centaines de blessés, et également 158 tués au Tchad, dont une part importante entre 1984 et 1991<sup>12</sup>.



Liban : Opération *Diodon* (1982-1984) Parachutiste en observation à Beyrouth

11 Source : rapport du groupe de travail « monument aux morts en opérations extérieures » sous la présidence du GA (2S) Thorette, Sept 2011. A noter que sur les théâtres libanais et tchadien, les forces terrestres n'ont pas eu à déplorer de nouvelle perte entre la diffusion de ce rapport et celle de cette étude.

12 Parmi les 158 tués sur chaque théâtre, 127 sont « morts pour la France » au Liban et 93 au Tchad.



Tchad, 1983-84 : Opération MANTA

Au demeurant, ce sont les deux théâtres sur lesquels l'armée de terre est présente depuis le plus longtemps de façon quasi continue.

La fin de cette période est également marquée par des missions de protection ou d'évacuations de ressortissants (RESEVAC) régulières : *Requin* au Gabon en 1990, *Noroit* au Rwanda en 1990<sup>13</sup>, *Bérénice* en Somalie et *Baumier* au Zaïre en 1991.

Si les épisodes les plus spectaculaires ou tragiques sont bien couverts par les media, ces opérations ne connaissent pas encore le niveau de médiatisation qui émergera dans les années 90 (Golfe, Somalie). Durant cette période, l'action militaire connaît en outre les premières manifestations d'une judiciarisation moderne, à travers l'incident du printemps 1984 au Tchad, où plusieurs engagés trouvent la mort, suite à une manipulation hasardeuse de munitions, qui déclenche la première instruction judiciaire en opération extérieure de l'après décolonisation.

Sur le **territoire national**, en réaction à la vague d'attentats terroristes de février 1985 à septembre 1986 qui font 17 morts et 300 blessés<sup>14</sup>, l'armée de terre renforce l'action de la gendarmerie aux frontières (patrouilles) et dans la capitale.

Enfin, en **Nouvelle Calédonie**, le climat quasi insurrectionnel nécessite l'engagement de moyens militaires, de la fin 1984 au début 1988, avec une phase plus intense en 1985-1986. Un groupement de 2 à 3 états-majors tactiques (EMT) de deux à trois compagnies, relevé tous les six mois, y a ainsi été déployé en permanence, engageant des unités, professionnelles ou non, issues de la FAR et du corps blindé mécanisé.

## 1.3. Enseignements majeurs

### 1.3.1. Organisation

Elle est **verticale** (armée, corps d'armée, division, régiment), et repose largement sur le système divisionnaire (division type 77 puis 84). L'autonomie des commandants de division est alors grande, d'autant qu'ils disposent de toutes les attributions organiques de leur niveau.

Même s'il est globalement limité aux armes de mêlée et d'appui (infanterie, arme blindée cavalerie, artillerie, génie), l'**interarmes** est une réalité quotidienne au niveau divisionnaire et parfois très présent au niveau du régiment, comme par exemple dans les régiments d'infanterie mécanisée (RIMéca) ou certaines

<sup>13</sup> *Noroit* se poursuit jusqu'en 2013, devenant une opération de maintien de la paix par l'entretien d'une présence dissuasive et une assistance opérationnelle au profit des autorités locales.

<sup>14</sup> Ces attentats sont commis par des terroristes liés au Hezbollah, à divers mouvements islamistes, ou encore par le groupe révolutionnaire Action Directe.

unités comme le 21<sup>ème</sup> RIMa (entre 1982 et 1984), ou encore le 5<sup>ème</sup> RIAOM et la 13<sup>ème</sup> DBLE à Djibouti.

Les **structures ternaires** constituent la norme de la plupart des sections, et parfois des unités élémentaires au tout début des années 80. Jugées imparfaites du fait de leurs limites en termes de capacité de manœuvre et donc de liberté d'action, des mesures d'adaptation structurelles donneront l'occasion de quaternariser bien des pions tactiques dans la seconde moitié de la décennie 80.

### 1.3.2. Emploi

La FAR développe et entretient une forte **culture africaine et expéditionnaire**, et la période est marquée par :



Les leaders indépendantistes kanaks Jean-Marie Djibaou et Eloi Machoro, et le drapeau du FLNKS (front de libération nationale kanak et socialiste).



- la pérennisation des **détachements d'assistance opérationnelle** (DAO) ou d'instruction (DAMI, du même type que ceux déjà projetés dans les années 60, au Tchad notamment),
- les **extractions ou évacuations de ressortissants**,
- l'émergence des missions d'**assistance humanitaire**, comme *Godoria* à Djibouti en 1991, opération d'appui à l'armée djiboutienne face à l'afflux de 30 000 réfugiés éthiopiens, ou encore *Bioforce* en RCA en 1992, mission de vaccination de masse pour lutter contre une épidémie de méningite cérébro-spinale sévissant dans le nord-ouest du pays.

### 1.3.3. Equipements

Le VAB est projeté et donne satisfaction, offrant les avantages de la protection par blindage et la souplesse de la roue.

En Afrique, le **blindé à roue** (AML 60 et 90 puis ERC90) procure l'allonge nécessaire et dissuade aisément. Toutefois, l'engagement des nouveaux **AMX 10 RC** au Tchad lors de Manta marque un progrès sensible en termes de mobilité et de capacité de tir, avec un impact sur l'accélération de leur mise en place au sein des régiments de cavalerie.

Le canon Tr F1, mis en service en 1990, va très vite équiper des unités du dispositif prépositionné. Des moyens lourds de **défense sol-air** (Hawk) sont déployés au Tchad. Le système Hawk

est d'ailleurs employé le 7 septembre 1987, abattant un Tupolev-22B libyen, à quelques kilomètres des installations militaires françaises à N'Djamena qu'il s'apprêtait à bombarder. C'est d'ailleurs à ce jour le seul tir réel d'un système d'arme anti-aérien français depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le premier déploiement au Liban en 1978 a donné lieu à l'achat sur étagères et en urgence de fusils d'assaut SIG capables de tirer en rafales. Cette mesure a pour autre effet d'accélérer la mise en service du **Famas**, dont la compacité et la polyvalence facilitent la manœuvre du groupe et de la section, simplifie la gestion de l'armement au sein du groupe, et optimise la pratique du tir.



Cette période s'achève avec la rupture de la **Guerre du Golfe** en 1991, qui met en œuvre la doctrine « *Airland Battle* » préparée depuis une décennie par l'armée américaine. Pour cette campagne « *Desert Storm* » (*Tempête du désert*), l'armée de terre projette une division légère blindée, largement articulée autour d'unités de marche, intègre la coalition et est engagée avec toutes ses composantes, complétée d'unités plus lourdes, dont un régiment de chars AMX 30B2 et deux régiments d'hélicoptères de combat.

Sont ainsi déployés plus de 3000 véhicules et engins et près de 130 hélicoptères, avec le renfort du corps de manœuvre pour doter la **division Daguet** des meilleurs matériels. Elle dispose ainsi de 10% des VAB de l'armée de terre, de la moitié des VAB sanitaires, des AMX 30 B2 tropicalisés et tous équipés en caméra thermique, des nouveaux canons de 155 mm TRF1, des postes de tir sol-air Mistral et de 80% des AMX 10 RC aptes à tirer l'obus flèche. L'adaptation réactive n'est pas en reste et permet de nombreuses améliorations : leurres pour chars, surprotections pour AMX 10 RC, moyens de navigation et de positionnement, détecteurs de brouilleurs infrarouges, filtres anti-sable et leurres pour hélicoptères. De plus, une section de chars démineurs a été mise sur pied (sur châssis AMX30 et rouleaux de déminage mécanique KTM5 achetés en urgence à l'ex-Allemagne de l'Est).

Autre signe de l'ampleur de ce déploiement, *Daguet* représente le seul engagement massif d'hélicoptères français en opérations dans un conflit classique, selon la doctrine de la division aéromobile d'emploi en autonome sur des missions spécifiques, sans superposition avec les troupes au sol. Après *Daguet*, la division aéromobile sera transformée en brigade,

marquant le retour d'un emploi concentré sur l'appui feu au profit direct des unités au contact.

Après une période de préparation sur la zone de déploiement, la division *Daguet* exécute un **raid blindé dans la profondeur** sur le flanc ouest de la coalition. C'est un **engagement réussi**, le plus conséquent en volume des armées françaises depuis l'Algérie mais qui montre les **limites du modèle** de cette armée de terre, tant les difficultés à constituer la division ont été nombreuses, notamment du fait de la décision politique de n'y engager que du personnel d'active.



Koweït (mai 1991) Opération *Daguet* : AMX10 RC de la division Daguet

C'est aussi la première opération faisant l'objet d'un **traitement médiatique en direct et en continu**, où les très nombreux journalistes sur place sont mis en *pools* au sein des unités et où les chefs effectuent chaque jour des points de situation destinés à informer les opinions du monde entier.

De nombreuses réflexions émergeront de *Daguet*, déclenchant en particulier la **marche vers l'interarmées**, avec les créations successives du centre opérationnel interarmées (COIA, futur centre de planification et de conduite des opérations - CPCO), de la direction du renseignement militaire (DRM), du commandement des opérations spéciales (COS), de l'état-major interarmées de planification opérationnelle (futur état-major de force et d'entraînement - EMIA-FE) et de la délégation des affaires stratégiques (DAS).

Cette opération se révèle également un déclencheur en termes d'**organisation du commandement** : c'est la première projection d'un PC opératif de théâtre, simultanément et dans le même espace qu'un PC tactique chargé de la conduite des opérations de la division. Ce modèle tendra à devenir la règle, même si, dans les opérations de moindre importance en volume, on observe le plus souvent un tassement voire une fusion de ces

deux niveaux, comme par exemple au Mali lors de *Serval* en 2013-2014, où un PC unique commandera les opérations durant l'essentiel de la phase de stabilisation.

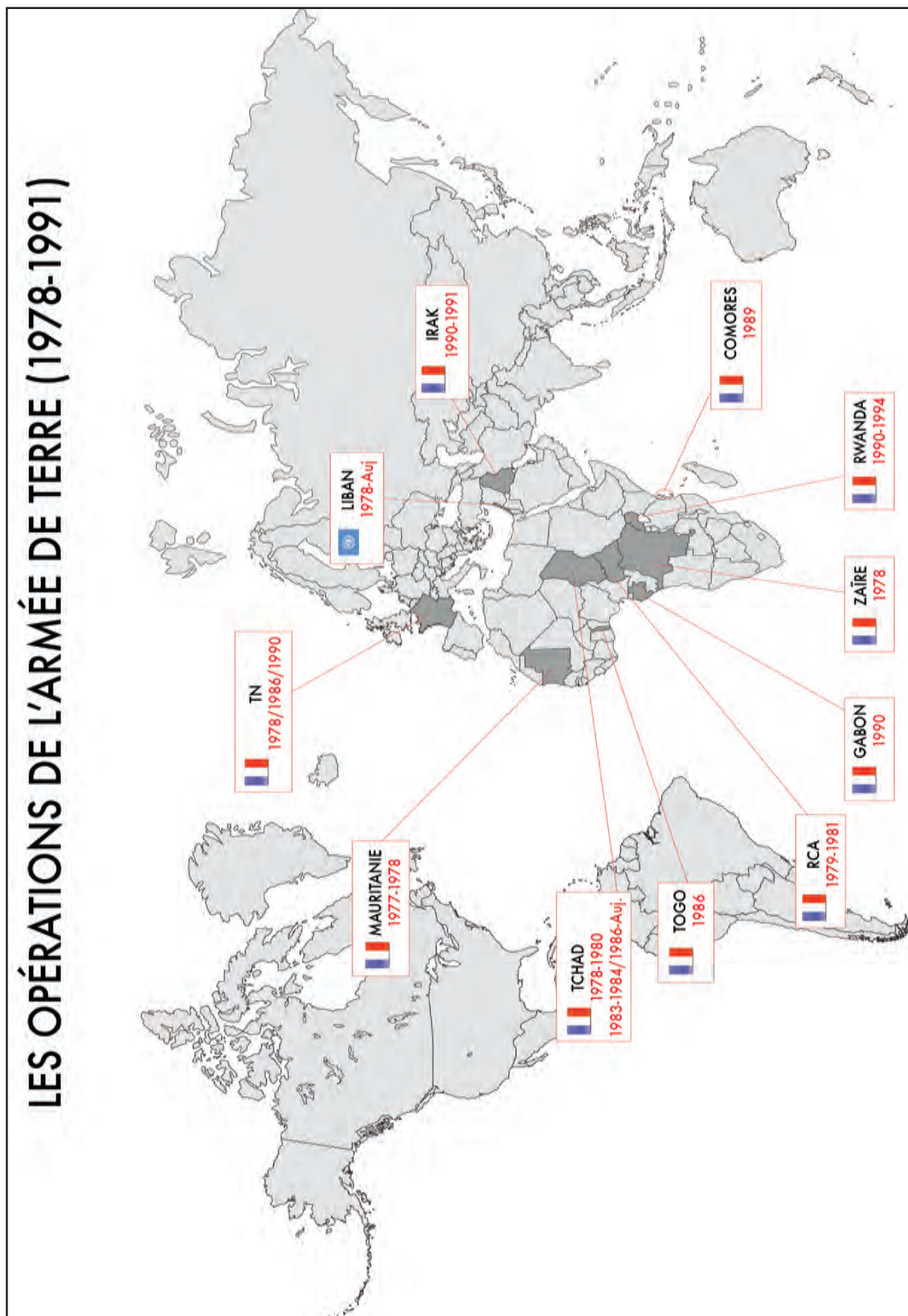
Enfin, la décision présidentielle de ne pas y engager d'appelés marque un **tournant dans la perception de la conscription**, qui préfigure la professionnalisation des armées.

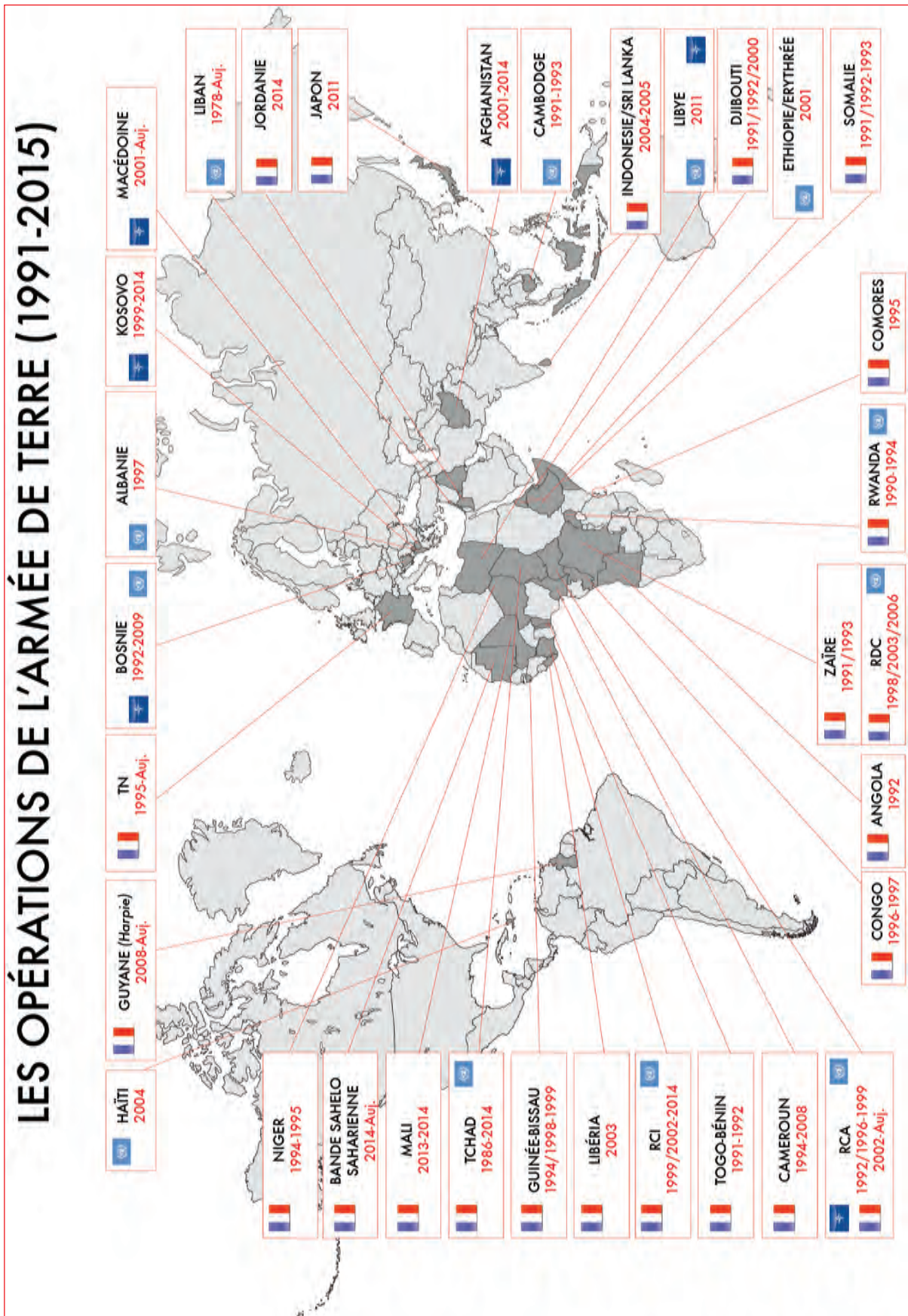


Mouvement des unités dans l'opération Desert Storm, la division Daguet est en flanc garde ouest de l'offensive (source Wikipédia)

Cette période 1978-1991, riche en opérations africaines et au Moyen-Orient, montre une armée de terre qui fonctionne à deux vitesses, le vécu des unités de la FAR étant très différent de celui du corps blindé mécanisé orienté sur la menace conventionnelle majeure. A cette

armée de non emploi abritée sous le parapluie nucléaire, ou d'emploi limité dans des espaces connus, va succéder une armée de terre d'emploi, qui se professionnalise alors que la guerre revient en Europe et en Asie centrale.





# CHAPITRE II

## 1991-2015 : LES OPÉRATIONS TOUS AZIMUTS D'UNE ARMÉE DE TERRE PROFESSIONNELLE

**D**ans le cadre d'une « refondation » où les armées se professionnalisent (à partir de 1997), dans le contexte plus large de la fin de l'affrontement des blocs (1991), les armées, et en particulier l'armée de terre, sont confrontées à une **succession de nouvelles opérations** en Croatie (1991), Bosnie (1992), en Albanie et à Djibouti (1997), au Kosovo (1999), en Afghanistan (2001), en RCI (2002), en Libye (2010), au Mali (2013) et en RCA (2013<sup>15</sup>), alors que d'autres perdurent (Liban, Tchad) et que la situation en Afrique nécessite toujours de nombreuses opérations limitées (interventions d'urgence, sécurisation, protection et évacuations de ressortissants).

Certaines de ces opérations sont inspirées de la notion nouvelle de « devoir d'ingérence » dans une éthique humanitaire, popularisée au début des années 90 par Bernard Kouchner qui en fut un des théoriciens les plus actifs. Par ailleurs, une majorité écrasante de ces opérations ont pour cadre des crises ou des conflits intra-étatiques.

L'armée de terre renforce par ailleurs sa **contribution au territoire national**, à travers les évolutions de Vigipirate, la lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane (*Harpie* depuis 2008), de multiples missions de secours à la population notamment entre 2009 et 2011, avec en particulier les tempêtes Klaus et Xynthia, ou les inondations à Draguignan.

Ces 25 années d'opérations ininterrompues, toujours difficiles, souvent longues (les opérations en Bosnie, au Kosovo, en Côte

d'Ivoire, en Afghanistan durent toutes plus de 10 ans), permettent de dégager deux phases principales et voient émerger **in fine une nouvelle génération du feu**, liée au **net durcissement des opérations** à partir de 2008.

### 2.1. Première phase : les opérations de stabilisation d'une armée professionnalisée

Le **Livre blanc de 1994** met l'accent sur le rôle de la France dans la stabilité internationale et envisage la menace à 20 ans à travers le prisme de potentielles crises régionales. Evoquant les « vulnérabilités nouvelles » comme le terrorisme, il affirme déjà que « l'extrémisme islamique représente la menace la plus inquiétante ». Il ajuste l'équilibre entre la stratégie de dissuasion et la **stratégie d'action** en faveur de la seconde et entend corriger les lacunes de l'instrument de défense hérité du Livre blanc de 1972, à savoir les faiblesses du renseignement, les insuffisances des moyens de projection, les déficiences en matière d'interopérabilité avec nos alliés.

Six *scenarii* d'emploi des forces sont décrits :

- S1 : conflit régional ne remettant pas en cause nos intérêts vitaux ;

15 où l'opération *Sangaris* succède à l'opération *Boali* débutée en 2002.

- S2 : conflit régional pouvant mettre en cause nos intérêts vitaux ;
- S3 : atteinte à l'intégrité du TN hors métropole ;
- S4 : mise en œuvre des accords de défense bilatéraux ;
- S5 : opérations en faveur de la paix et du droit international ;
- S6 : engagement majeur suite à la résurgence d'une menace en Europe.

Seuls les *scenarii* S4 et S5 seront mis en œuvre. Ce Livre blanc ambitionne une force opérationnelle terrestre projetable de 130 000 hommes (8 ou 9 divisions avec leurs soutiens) et se prononce en faveur du maintien d'une armée mixte, mais ce modèle devient vite caduque par le choix du président Chirac de passer à une armée de métier, annoncé dès 1996 et dont la mise en œuvre débute en 1997.

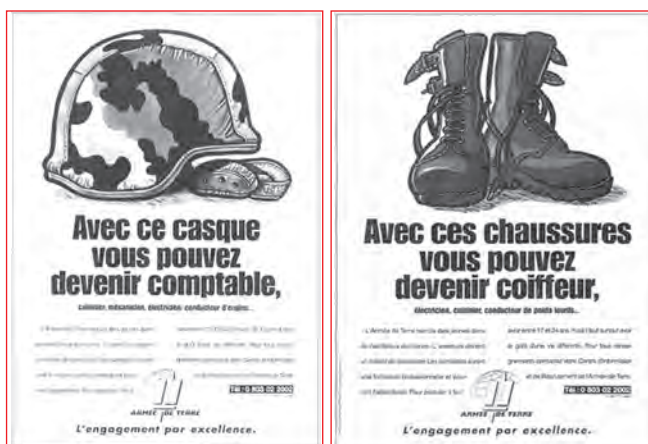
Hors situation de guerre où la DOT demeure la doctrine en vigueur, la **protection du territoire** devient une mission essentielle des forces armées, à travers la posture permanente de sauvegarde maritime et aérienne, la protection de la population, et, en cas de circonstances exceptionnelles (catastrophes naturelles, industrielles, technologiques), le renforcement des dispositifs de sécurité et de secours déployés par les autorités civiles.

Après de nombreux questionnements, l'**OTAN**, que beaucoup estimaient moribonde faute d'ennemi, s'affirme au contraire de crise en crise comme la seule organisation militaire pouvant agréger de nombreux pays contributeurs d'une force, membres ou non, et opérer efficacement.

Au **plan budgétaire**, la période 1991-2001 est marquée par une nette **réduction des crédits** de défense (une baisse de 18% au

nom des « dividendes de la paix »). Malgré une inflexion à la hausse en 2002, le budget de la défense tombe à 1,6% de la richesse nationale produite en 2008.

La professionnalisation des armées en font le **premier recruteur** du pays et en particulier l'armée de terre, qui recrute 15 000 hommes et femmes par an durant la décennie suivante. Les premières campagnes de recrutement mettent en avant l'armée de terre comme employeur et comme un bon point de départ dans la vie active, puis elles insistent sur la modernité et la technologie (« *armée d'excellence* »). Une fois complètement professionnelle, l'armée de terre met davantage en avant ses valeurs et les spécificités du soldat (« *un métier, bien plus qu'un métier* »), ainsi que la transformation positive de l'individu (« *devenez vous-même* »).



Campagne de recrutement 1996



Campagne de recrutement 1999-2001

## 2.1.1. Physionomie de l'armée de terre

### 2.1.1.1. Modèle – Organisation

En 1994, l'armée de terre représente 240 000 hommes (9 divisions) et son taux de professionnalisation est de 43%. En 2002, l'armée de terre compte 136 000 personnels, tous professionnels, dont 88 000 projetables.

Sur ce fond de **contraction continue des effectifs**, elle se transforme profondément en 1999 en renonçant en particulier au système divisionnaire, au bénéfice d'un retour aux **brigades**, articulées de la manière suivante :

- 8 brigades interarmes (2 blindées, 2 légères blindées, 2 mécanisées, une parachutiste et une de montagne) ;
- 2 brigades logistiques ;
- 5 brigades d'appuis spécialisés (brigade de renseignement, aéromobile, du génie, d'artillerie, de transmissions/appui au commandement) ;
- une brigade de forces spéciales ;
- la brigade franco-allemande (BFA).

Elle perd une trentaine de régiments, dont en particulier ceux stationnés en Allemagne, éteignant ainsi peu à peu un pan important de l'armée de terre des décennies précédentes. En effet, jusqu'en 1990, les forces françaises en Allemagne (FFA) comptaient 46 000 hommes, et Trèves était la seconde garnison française après Paris avec 13 000 hommes. En 1993, les forces françaises stationnées en Allemagne (FFSA) sont ramenées à 25 000 hommes, puis le format décroît à 3600 hommes sur 4 garnisons en 1999 dans le cadre des forces françaises et éléments civils stationnés en Allemagne (FFECSA). Le dernier régiment stationné en Allemagne sera le 110<sup>ème</sup> RI, appartenant à la BFA, et dissous en 2014.

Son système de commandement repose également sur 4 états-majors de force projetables (**EMF** créés entre 1999 et 2000). Le commandement de la force d'action terrestre (**CFAT**) et le commandement de la force logistique terrestre (**CFLT**) sont créés en 1998 alors que le corps de réaction rapide-France (**CRR-FR**) marque en 2005 la volonté de la France de peser dans l'OTAN. Les structures européennes ne sont pas en reste : la brigade franco-allemande est créée en 1989, l'Eurocorps émerge à Strasbourg en 1992 regroupant la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg, et l'Eurofor est à son tour créée en 1995 et installée à Florence (Italie), rassemblant la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. L'Eurofor sera toutefois dissoute en 2012, faute d'engagement à sa mesure et de la capacité de ses membres à l'entretenir dans un contexte de forte contraction des armées européennes.

Dans les unités armées par la conscription finissante<sup>16</sup>, les volontaires service long (VSL) peuvent souscrire un contrat d'appelé volontaire pour les actions extérieures (AVAE) leur permettant de participer aux missions de courte durée outremer, ou aux actions extérieures, comme on les nomme encore. Ils seront projetés pour l'essentiel dans les Balkans, au Liban, mais aussi en Somalie.

L'armée de terre ne dispose **plus d'armes nucléaires**, alors même que le missile Hadès allait remplacer le système Pluton (mis en service en 1992, le dernier Hadès est démantelé en 1997).

L'action sur le **TN** connaît une forme de renouveau, notamment à travers des missions mieux définies et ciblées :

- l'évolution importante du dispositif Vigipirate en 2005 (la mission devient permanente et passe au stade rouge), consacrant le rôle de l'armée de terre dans la lutte anti-terroriste nationale (plans Vigipirate, Piratox, Piratom) ;

<sup>16</sup> Le service national, déjà passé de 12 à 10 mois suite à la loi Joxe de janvier 1992, perdure jusque fin 2001 sans heurt particulier, alors que la professionnalisation a débuté à partir de 1997 suite à la décision présidentielle de 1996.

- la participation à la sûreté du territoire et de ses approches, via notamment la protection de points d'importance vitale (PIV) ;
- la sécurisation des grands événements nationaux (sommets de chefs d'Etat type G8 ou G20, coupe du monde de football 98, 60e anniversaire du débarquement, etc.) ;
- les opérations de secours des populations (catastrophes naturelles et technologiques), de lutte contre les atteintes à l'environnement (Polmar) et contre les pandémies.

La période voit en outre la création en 2000 de l'organisation territoriale interarmées de défense (**OTIAD**), chaîne de commandement spécifique du territoire national et dont l'architecture vient en miroir de l'organisation de gestion de crise de l'Etat.

L'armée de terre élabore en 2002 le concept **Proterre**, qui permet de mettre sur pied des unités génériques que peuvent décliner toutes les formations, capables de mettre en œuvre les cinq missions communes de l'armée de terre (ces **MICAT** sont surveiller, interdire, tenir, boucler un point, un quartier/un secteur une portion de terrain, soutenir).

L'élaboration de la **doctrine** est confiée, à la dissolution de la 1<sup>ère</sup> armée, au commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE de Mercy les Metz, créé en 1993). En 1998, l'entraînement est confié à sa demande au 3<sup>ème</sup> corps d'armée de Lille (1998), et la doctrine devient un pilier capacitaire structurant l'armée de terre avec la création du commandement de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur (CDES) puis du centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF créé en 2004).

Avec le CDEF, la doctrine est désormais appuyée par des processus de retour d'expérience via une division dédiée en son sein. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'en une vingtaine d'années, la doctrine aura

été successivement adossée à l'entraînement, puis à l'enseignement militaire supérieur, avant de former une entité spécifique directement subordonnée au CEMAT.

### 2.1.1.2. Préparation opérationnelle

Le CFAT et le CFLT assurent la préparation opérationnelle des forces terrestres. Les camps sont modernisés (ciblerie automatisée, axes durcis, topographie plus aisée), et les premiers centres spécialisés voient le jour dans les camps de Champagne, en particulier à Mailly où émergent successivement le centre d'entraînement des postes de commandement (**CEPC en 1994**) et le centre d'entraînement au combat (**CENTAC en 1996**), rapidement regroupés sous l'autorité du centre de préparation des forces (**CPF, 1997**).

Le segment de l'aguerrissement évolue nettement lui aussi. Si les centres d'entraînement commando sont peu à peu dissous, deux nouveaux centres sont créés en montagne, l'un à Barcelonnette en 1990 (centre d'instruction et d'entraînement au combat en montagne – CIECM), l'autre à Briançon en 1994 (centre national d'aguerrissement en montagne – CNAM).

La préparation opérationnelle s'articule autour de **parcours normés**, cadencés sur un **cycle à 4 temps** (4 quadrimestres), par binômes de brigades, en regard de projections dont la durée est de 4 mois. Le principe est donc simple, 8 brigades sont réparties en binômes sur les quatre quadrimestres du cycle, consacrés successivement à la projection, la préparation opérationnelle décentralisée à la main des brigades, l'alerte durant laquelle sont également remplies les missions de partenariat avec les écoles et les missions intérieures (Vigipirate notamment), et la préparation opérationnelle centralisée, sous la forme de la mise en condition aux opérations (MCO). La programmation de ce cycle est assez simple, même si elle n'empêche pas un certain degré d'atomisation des unités afin de permettre l'exécution de l'ensemble des missions.





© ADC Olivier DUBOIS

Afghanistan, mai 2006 : Un VBL du 1<sup>er</sup> RHP sur la plaine de Sahmali

L'instruction du tir évolue au milieu des années 90 vers la nouvelle méthode **IST-C** et les installations de tir commencent à être aménagées pour permettre la réalisation de ses différents modules, en particulier à courte distance. La **menace des engins explosifs improvisés (EEI)**, qui se précise notamment en Afghanistan, est intégrée à la préparation opérationnelle (les premiers parcours de lutte contre les EEI sont installés à Angers notamment) et prise en compte au plan doctrinal.

### 2.1.1.3. Equipements

Même si le char Leclerc remplace les AMX 30 au sein de la cavalerie, la plupart des véhicules de combat vieillissent et atteignent l'âge de leurs pilotes. Le VBL équipe les

unités à partir de 1990, apportant une plus-value importante aux missions de reconnaissance, et permettant en outre de protéger les équipes de commandement (chefs de section, capitaines).

Les petits équipements bénéficient d'efforts plus conséquents : les optiques deviennent thermiques, les transmissions utilisent la technologie de l'évasion de fréquence dans une gamme de 4<sup>ème</sup> génération. Les armes d'infanterie sont modernisées (Famas

infanterie, mitrailleuse légère MINIMI, lance-grenades individuel LGI, missile Eryx en particulier). La numérisation de l'espace de bataille (NEB) apparaît, la 6<sup>ème</sup> BLB débutant son évaluation en 2002.

### 2.1.2. Physionomie des opérations

Les opérations se concentrent principalement sur le **Liban** (FINUL)<sup>17</sup>, les débuts de l'Afghanistan (*Pamir fin 2001*), la première partie de l'opération *Licorne* en **République de Côte d'Ivoire** (RCI fin 2002), et les Balkans (FORPRONU puis *Salamandre* en **Croatie** et en **Bosnie** en 1992, *Trident* au Kosovo en 1999, *Essential Harvest* en 2001 puis *Concordia* depuis 2001 en **Macédoine**).

17 Le conflit israélo-libanais de 2006 débouche sur la résolution 1701 de l'ONU, qui autorise le renforcement de la FINUL (FINUL 2 pouvant aller jusqu'à 15000 hommes). La contribution française est alors marquée par la prise en compte, en plus du bataillon français déployé et désormais équipé en AMX 10P, de la mission de QRF (Quick Reaction Force) de la FINUL. Cette QRF est armée essentiellement par un escadron de chars Leclerc, un sous groupement artillerie sur canons AuF1, un sous groupement Cobra (radar de trajectographie) et une section Sol-Air à très courte portée Mistral. Ainsi, l'essentiel du contingent français est équipé en blindés chenillés. Les Leclerc seront maintenus jusque fin 2010, alors que les AMX 10 P sont remplacés en 2010 par des VBCL et les canons AuF1 par des Caesar début 2011 (ces derniers étant à leur tour retirés début 2012). Cette contribution à deux unités tactiques est allégée en 2011, le contingent français se concentrant sur la seule Force Commander Reserve (FCR succédant à la QRF).



Famas infanterie (Afghanistan, 2010)

©Jean-Raphaël DRAHI/Sirpa Terre

Lance-grenades individuel LGL (Afghanistan, 2009)

© ADJ Dominique DHE /SIRPA Terre

Missile Eryx armée de terre (2005)

© SIRPA Terre

Il s'agit pour l'essentiel, en national (RCI) ou sous l'égide de l'ONU (Liban, Croatie, Bosnie) ou de l'OTAN (dénouement en Bosnie à partir de l'été 1995<sup>18</sup>, Macédoine et Kosovo, Afghanistan) ou de l'UE (*Artémis* 2003, EUFOR RDC 2006, EUFOR Tchad 2008), de **rétablir et de maintenir la paix**. Il peut s'agir aussi de **désarmer**, comme en Macédoine en 2011 lors de l'opération *Essential Harvest* sous l'égide de l'OTAN, où une Task Force articulée en 4 bataillons multinationaux<sup>19</sup> collecte sur volontariat les armes de l'UCK albanaise.

Ailleurs, la mission est parfois d'intervenir en urgence (**Azalée** aux **Comores** en 1995, *Turquoise* au **Rwanda** en 1994 ou *Almandin I, II et III* en **République Centrafricaine -RCA-** en 1996 et 1997), de sécuriser<sup>20</sup> ou d'**évacuer nos ressortissants** en Afrique<sup>21</sup> ou au Liban.

Une opération peut parfois en cacher une autre, comme *Dryx* en **Somalie** en 1992-93, où une mission initialement humanitaire impose d'emblée des modes d'actions de sécurisation et de lutte contre des groupes armés, avec des épisodes violents dans les provinces comme en zone urbaine à Mogadiscio. Il s'agit en outre

de la première opération en appui d'une force de paix des Nations unies (*Restore Hope* et ONUSOM), engageant en outre de nombreux appelés volontaires.

En Asie, l'armée de terre intervient de fin 1991 à fin 1993 dans le cadre de l'ONU (APRONUC) au Cambodge, avec 1 200 hommes dont 60% d'appelés volontaires, dans une mission de soutien de la paix visant à contrôler le retrait des forces étrangères, superviser le cessez-le-feu, localiser et sécuriser les dépôts d'armes et assurer des formations au déminage<sup>22</sup>.



© Xavier PELLIZZARI / Espad

Somalie, novembre 1993 : Patrouille à pied par la brigade de soldats français de l'ONUSOM II en poste à Baidoa

18 *Salamandre* correspond aux opérations OTAN *Joint Endeavour* (IFOR, 1995-96) puis *Joint Guard* (SFOR, 1996-2004).

19 Dont un bataillon franco-germano-espagnol, un italo-turc, un grec et un anglo-néerlandais.

20 *Dryx* et *Onusom* en **Somalie** en 1992-93, *Bubale*, *Almandin*, *Minurca* en **RCA** entre 1997 et 1999, *Artemis* en RDC en 2003, *Dorca* au Tchad en 2004 EUFOR-RDC en 2006.

21 *Addax* en 92 en Angola, *Bajoyer* en 93 au Zaïre, *Amaryllis* en 94 au Rwanda, *Malebo* en 96 au Congo, *Pelican I,II,III* et *Antilope* en 97 au Congo, *Iroko* en 98-99 en Guinée-Bissau, *Malachite* en 98 et *Okoumé* en 99 au Congo, *Licorne* en RCI en 2002, *Providence* en 2003 au Liberia, RCI 2004 après l'attaque de Bouaké, *Baliste* au Liban en 2006, *Chari-Baguirmi* en 2008 au Tchad, RCI 2011 lors du dénouement de la crise ivoirienne.

22 Il s'agissait initialement de reconstruire le pays, mission qui se serait sans doute étalée sur vingt années.

Les forces de souveraineté (Antilles – Guyane) sont enfin sollicitées en **Haïti** lors de l'opération *Carbet* en 2004, dans des missions de sécurisation et d'aide à la population sinistrée. Les opérations les plus marquantes, et nouvelles pour les forces terrestres, de cette phase demeurent celles conduites dans les **Balkans**, où la guerre revient ainsi en Europe, ainsi qu'en République de Côte d'Ivoire (RCI).



© ADC Jean-Raphaël DRAHI

Haïti, 2004 : Opération Carbet – Prise de contacts avec la population par les marsouins du 33<sup>e</sup> RIMA

En **Bosnie-Herzégovine**, la guerre est déclenchée par l'armée yougoslave en réaction à la l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine proclamée le 5 avril 1992. Serbes, Croates et Bosniaques s'affrontent très violemment, rivalisant de brutalité, déplaçant les populations et commettant de multiples exactions visant parfois des politiques de purification ethnique.

D'un effectif initial de 10 000 hommes, dont 2 200 Français en avril 1992, la force multinationale sous mandat de l'ONU (FORPRONU) inclut jusqu'à 37 nations et compte près de 45 000 hommes de juillet à septembre 1995 (7 100 Français). Cinq bataillons d'infanterie sont déployés à Sarajevo-Ville (BATINF 4), sur l'aéroport et la piste Igman (BATINF 2), sur le Mont Igman (BATINF 5), et à l'ouest du pays, dans la poche de Bihac (BATINF 3) et dans les Krajina bosno-croates (BATINF 1). Un bataillon de soutien logistique est stationné à Zagreb-Pleso et sillonne le pays sur des axes très dangereux et un bataillon du Génie est installé à Kakanj, à

30 kilomètres à l'ouest de Sarajevo, avec comme mission principale l'ouverture et le maintien des itinéraires de convois de la FORPRONU. Un détachement ALAT est stationné à Split en Croatie.

Les bataillons remplissent une difficile mission d'interposition entre les belligérants, étant régulièrement la cible d'agressions ciblées de leur part. Durant les douze années d'opérations menées en Bosnie entre 1992 et 2004, 56 soldats français sont tués, dont 29 pour la seule année 1995, et près de 600 sont blessés.

Au **Kosovo**, après trois mois de frappes aériennes pour imposer le repli de l'armée serbe qui a envahi la province, une coalition sous bannière de l'OTAN entre sur le territoire le 9 juin 1999 avec 35 000 hommes et le contrôle intégralement en quelques jours, marquant le début de l'opération *Trident*. Les 5 brigades multinationales de la KFOR (Kosovo Force) se répartissent le territoire. La brigade multinationale Nord s'installe à Mitrovica sous commandement français, dans la région la plus sensible, la seule encore largement multiethnique où se cristallisent les tensions. Au sein de la brigade française, les alliés sont, selon les périodes et avec des subordinations diverses, Danois, Belges, Grecs, Marocains, Emiriens, Tchèques, Russes.



© Xavier PELLIZZARI/Ecpad

Ex-Yougoslavie (été 1995) : FORPRONU (BAT INF 5) autour de Sarajevo dans le village de Rajalzé



Kosovo, été 1999 : Bataillon français de la KFOR

A Mitrovica, tandis qu'un bataillon d'infanterie motorisé français constitue la réserve de la zone Nord, un bataillon d'infanterie mécanisée s'immerge dans la population en s'installant sur de multiples emprises et quadrille jour et nuit la partie Nord de la ville.

Mille hommes assurent ainsi la sécurité de 12 000 habitants, ratio permettant un contrôle très étroit et un niveau de sécurité proche de celui d'une ville française. Pour autant, les plus petits incidents sont exploités et manipulés de part et d'autre et dégénèrent sans préavis en heurts parfois très violents, notamment en 2000 et début 2001. Il s'agit le plus souvent de manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes de part et d'autre du pont central enjambant l'Ibar, symbole de la

partition entre les communautés. Mais des actions de combat sont également menées en zone urbaine, pour réduire des résistances isolées.

L'autre volet essentiel de la mission consiste à assurer la sécurité d'enclaves des deux communautés, sources de tensions extrêmes et cibles de provocations permanentes, voire d'attaques soudaines. Il s'agit dans tous les cas de s'interposer au plus bas niveau de violence possible, en coordination étroite avec la Police de l'ONU (UNMIK-Police) qui est le partenaire quotidien de la coalition. Après un premier palier de décroissance de la KFOR en 2003 (17 500 hommes), les brigades évoluent en 2006 en *Task Forces*, concept novateur qui efface la notion de propriété des zones d'implantation, puis en *Battlegroups* en 2009, la situation se normalisant et permettant d'entrevoir le désengagement, effectué en 2014.

En **RCI**, un soulèvement militaire génère une rébellion, et le mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire (MPCI) prend le contrôle du Nord du pays en septembre 2002, le coupant en deux. La Force *Licorne* monte en puissance en s'appuyant sur le 43<sup>ème</sup> BIma d'Abidjan et les forces prépositionnées en Afrique (Gabon, Sénégal, Tchad, Djibouti). 1 250 hommes sont ainsi initialement déployés en septembre, la force atteignant 3250 hommes début 2003, articulée autour de 4 GTIA. Novembre 2004 marque un tournant, l'opération *Dignité* des forces gouvernementales dégénérant en bombardement du cantonnement français de Bouaké le 6 novembre, tuant 9 soldats et un ressortissant américain, puis en scènes d'émeutes et de combat urbain devant l'hôtel Ivoire trois jours plus tard. Ces affrontements débouchent politiquement sur la mise sur pied par l'ONU de l'ONUCI, qui permet à *Licorne* de réduire progressivement son effectif<sup>23</sup>.

23 De 4 000 hommes en février 2005, la force est ramenée en août 2007 à 2 400 hommes et 2 GTIA. Ces deux GTIA sont fusionnés début 2008. À l'été 2009, il reste 900 hommes déployés sur le camp de Port-Bouët après une réorganisation complète du dispositif.

Durant plus de dix années et jusqu'à l'arrestation de Laurent Gbagbo en avril 2011, *Licorne* agit dans un registre très varié : contrôle d'un cessez le feu sur une très vaste zone, interposition, stabilisation, contrôle de zone, intervention dans les brutales montées de tension, combats en zone urbaine, appui au processus électoral et à l'ONUCI, protection et évacuations de ressortissants. L'opération prend fin début 2015, les éléments français en Côte d'Ivoire (EFCI) assurant désormais la présence militaire française dans le pays.



G. Gesquière © armée de terre

RCI, 2013 : Opération *Licorne*

Au-delà de leur contexte difficile et de leur durée, ces trois opérations majeures sont globalement **des succès**, comme en témoigne la **fermeture de ces théâtres après des processus de transfert aux autorités locales tous appuyés par l'ONU**, dans des pays et des zones aujourd'hui apaisés.

Sur le **TN**, la vague d'attentats à la bombe conduits par les réseaux islamistes liés au groupe islamique armée (GIA) algérien entre juillet et octobre 1995 fait 8 morts et plus de 200 blessés.

C'est pourquoi le plan Vigipirate, créé en 1978, est actualisé (posture simple et posture renforcée) et pleinement mis en application en 1995, puis à nouveau révisé en 2000, 2002, 2003 (niveaux d'alerte jaune, orange, rouge et écarlate) et 2006. L'armée de terre y contribue à plus de 80% et participe à tous ses renforcements, comme par exemple lors de la coupe du monde de football en 1998, les frappes au Kosovo en avril 1999, le bogue de l'an 2000, les attentats du 11 septembre 2001 à New York, le déclenchement de la guerre d'Irak en 2003, le 60<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement en Normandie en 2004, les attentats de Madrid en 2004, de Londres et Paris en 2005, ou encore les émeutes dans les banlieues en 2005.

Par ailleurs, et même si cet engagement est apparu peu visible du fait de sa nature volontairement discrète, l'armée de terre est également très sollicitée lors de l'opération **Statère**<sup>24</sup>, plan militaire de protection des sites de stockage des francs puis des euros lors de la mise en place de la monnaie unique européenne en 2000-2001.

### 2.1.3. Enseignements majeurs

#### 2.1.3.1. Organisation

Les opérations valident le choix audacieux de **structures plus modulaires**, tout en mettant en exergue une **atomisation** des unités projetées, et il n'est en effet pas rare qu'un bataillon projeté ait puisé ses hommes dans cinquante voire une centaine d'organismes de l'armée de terre. Par leur nombre, les volumes engagés et leur variété, les actions extérieures constituent un puissant **facteur d'accélération de la professionnalisation**. Toutes les unités sont désormais projetées, y compris sur des missions de courte durée, notamment au sein des forces de présence où le dispositif permanent se réduit. L'opération de désarmement de l'UCK en Macédoine *Essential Harvest* conduit en outre l'armée de Terre à considérer la brigade comme la plus petite unité multinationalisable.

24 1 à 2 sections Proterre par régiment, en sécurisation statique des sites de stockage, durant plusieurs mois.

### 2.1.3.2. Emploi

Les unités projetées agissent en interposition sur un spectre de missions et de modes d'action très large où des pics de violence entrecoupent des phases d'apaisement dans le cadre général d'opérations de **stabilisation**. On relève en particulier les modes d'action et évolutions suivantes :

- ✓ **entrée en premier** au Kosovo,
- ✓ émergence des actions civilo-militaires (**ACM**) et d'une forme empirique d'approche globale,
- ✓ engagement en milieu très multinationalisé (Balkans),
- ✓ apprentissage du **contrôle de foule** en zone urbaine (Kosovo, RCI),
- ✓ opérations sur de vastes espaces (RCI),
- ✓ montée en puissance d'une **logistique de projection et de l'avant** (RCI, Afghanistan),
- ✓ développement des opérations **au cœur des populations** (RCI, Kosovo, Afghanistan) et en **zone urbaine** (Sarajevo, Mitrovica, Abidjan, Kaboul, Mogadiscio),
- ✓ expérimentation de la **NEB** (en RCI par la 6<sup>ème</sup> BLB<sup>25</sup>).

Les opérations voient également l'émergence des aspects légaux (règles d'engagements, conseillers juristes). Le combat est devenu **lacunaire** et la disparition progressive de la notion de ligne de contact (plus d'avant ni d'arrière) est une réalité sur bien des théâtres. Les convois logistiques deviennent la cible d'attaques plus nombreuses, essentiellement par EEI.

A l'ennemi clairement identifié s'est substitué **l'adversaire** paramilitaire ou civil, souvent immergé dans une population dont il se sert pour tenter de parvenir à ses fins. Quand il ne peut s'opposer directement à la Force, il tente de la déstabiliser et de la discréditer en usant de procédés asymétriques de nature à influencer la perception des opinions locales et occidentales. En Afghanistan et dans les Balkans, la dimension religieuse intervient même si elle ne constitue pas l'enjeu du conflit. Dans les Balkans, la population, manipulée ou non, devient l'adversaire potentiel et le principal centre de gravité des opérations.

Le plus souvent, les opérations s'installant dans la durée, les conditions de vie en opération s'améliorent notablement (émergence de la **condition du personnel en opération**). Enfin, les opérations en milieu multinational imposent la pratique de **l'anglais opérationnel** auquel la formation des cadres s'adapte rapidement.

Les engagements les plus significatifs de cette phase livrent des enseignements spécifiques :

En **Bosnie**, le contexte onusien et l'absence d'objectifs politiques clairs contribuent ponctuellement à inhiber le soldat. L'usage du feu est rendu difficile par des ROE restrictives liées à une approche timorée de ces opérations, recherchant en permanence le plus petit dénominateur commun au sein d'une force très multinationalisée mais où chaque nation agit indépendamment des autres, les unités faiblement multinationales étant l'exception. L'éthique de l'ONU et la diversité des contingents ne permettent pas au renseignement militaire d'être assez efficient. Les convois sont globalement trop peu escortés pour forcer les checkpoints sauvages installés par les belligérants et entravant la liberté de circuler de la FORPRONU. La situation peut ainsi devenir ponctuellement dangereuse voire humiliante pour le soldat, comme c'est le cas lors de la crise des otages à Sarajevo en 1995, facilitée par un émiettement des unités sur une

25 Voir l'étude du CDEF « Des électrons dans la brousse » parue en 2007 et disponible sur le site Intraterre du CDEF ([http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers\\_drex/Cahier\\_RETEX/Zones\\_Geo/electron\\_brousse.htm](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/Cahier_RETEX/Zones_Geo/electron_brousse.htm))



Bosnie : Patrouille blindée de la FORPRONU dans Sarajevo

aux multiples et complexes restrictions nationales qui constituent un frein notoire à l'efficacité opérationnelle. Les unités françaises s'immergent dans la population, multipliant sans doute trop les emprises de petits échelons, aident par des actions limitées mais continues la population à retrouver une vie la plus normale possible tout en se renseignant en permanence pour anticiper et désamorcer les bouffées de violence. Le char Leclerc, projeté pour la première fois, et l'AMX 10 P apportent la plus-value de leur aspect dissuasif et rassurant, contribuant ainsi au maintien de la violence au plus bas niveau.

multitude de postes souvent isolés. Toutefois, et après le symbole de la reprise du poste de Verbanja fin mai 1995, la réaction militaire, manifestée par la force de réaction rapide (FRR) en Bosnie à l'été 1995 marque la reprise de l'initiative et débouche sur le retrait des armes lourdes serbes des hauteurs de Sarajevo, montrant toute la pertinence de l'engagement maîtrisé du feu dans la résolution d'une crise, et annonçant les combats des années 2000, en particulier en Afghanistan. La mise en place en 1995 de l'IFOR (*Implementation Force*) marque le transfert de la mission vers l'OTAN. Dans ce cadre, la France prend le commandement de la division multinationale sud-est (DMNSE), engageant un PC de division et jusqu'à deux PC de brigade. Ce transfert permet une mise en application réussie des accords de Dayton de 1995 et, partant, d'installer le pays dans la paix.

Au **Kosovo**, la force est particulièrement confrontée à la nécessité de contrôler la foule, au besoin de coordination avec une police de l'ONU très hétérogène et peu réactive, à l'impérieuse nécessité de conserver une totale neutralité, ou encore

La préparation à cette mission comporte pour certaines unités une instruction au contrôle de foule via un partenariat avec la gendarmerie, incluant la mise en œuvre de collections de protections individuelles et d'armes à létalité réduite dont l'emploi émerge et qui sont en dotation sur le théâtre. L'opération Trident valide également le concept Proterre, de nombreuses unités étant déployées pour la première fois sur ce modèle, qui donne satisfaction, permettant en outre à certaines fonctions opérationnelles de projeter leurs unités sur ce principe.



Kosovo, 2000 : Contrôle de foule sur le pont « Austerlitz » de Mitrovica

Les emprises négligent globalement la protection de la force (PROFOR) : les unités sont installées dans des infrastructures civiles sommaires aux abords pas toujours assez renforcés, en plein centre-ville, puis sont déportées sur des camps construits de toute pièce aux pourtours certes bien protégés, mais reproduisant par bien des aspects la disposition des quartiers métropolitains, peu pertinente en opération.

En **RCI**, l'opération *Licorne* marque une inflexion importante avec les engagements passés en Afrique ou plus récents, notamment dans les Balkans au sein de l'ONU ou de l'OTAN. Les affrontements se sont considérablement durcis face à un adversaire de plus en plus déterminé et de mieux en mieux armé.

Le soldat met à nouveau en œuvre les fondamentaux du combat terrestre, face à des groupes armés employant des procédés de combat proches de la guérilla. Ainsi, les opérations, nécessitant un haut degré d'autonomie et de subsidiarité aux petits échelons, combinent à nouveau les tirs directs d'engins blindés, l'appui d'hélicoptères armés ou de mortiers. A plusieurs reprises, l'emploi des hélicoptères s'avère déterminant pour reprendre l'ascendant dans les situations les plus explosives.

L'architecture de commandement, évolutive durant l'opération, repose durant la période la plus sensible sur un PCIAT armé à la fois par une structure opérative et une brigade, dont le général est l'adjoint opération du COMANFOR.

### 2.1.3.3. Equipements

Ce sont ceux de la Guerre froide, qui vieillissent toujours, au char Leclerc près (le 1<sup>er</sup> engagement a lieu au Kosovo, puis au Liban).

Les blindés chenillés sont encore employés (AMX 10 P au Liban, au Kosovo, en RCI). Le **VAB** est partout la bête de somme. Le service depuis l'extérieur des tourelleaux des VAB de la mitrailleuse de 12,7mm devient problématique, notamment à Sarajevo du fait de l'omniprésente menace des *snipers*. Ces opérations à Sarajevo contribuent en réaction à développer l'**anti-sniping** et l'armement de précision connaît des améliorations notables (optiques performantes, calculateurs, et le fusil PGM de 12,7mm).

Des canons **Au F1** sont déployés sur le Mont Igman en 1995 en Bosnie et délivrent des feux précis. Au Kosovo et principalement à Mitrovica, l'**AMX 10 P** rend de grands services par sa capacité au pivot dans les rues étroites de certains quartiers, et son canon de 20mm



Bosnie, 1995 : Canon AUF1 de la BMN sur le Mont Igman dominant Sarajevo

© Xavier Pelizzari Xavier/ECPAD

est désormais employé prioritairement au coup par coup en tir de précision sur les ouvertures des immeubles ou maisons. Les unités de circulation routière sont brièvement équipées d'**ULM** en appui de la surveillance des axes, témoignant de la capacité d'innovation et d'expérimentation de l'armée de terre.

En Côte d'Ivoire, le **segment médian** (VAB, AMX10RC) donne satisfaction mais les troupes manquent ponctuellement d'équipements à létalité réduite (**ALR**) lors des importants mouvements de foules manipulées de 2004



(épisode de l'hôtel Ivoire à Abidjan). La protection du combattant progresse, notamment à travers les évolutions des protections balistiques (gilets pare-balles, lunettes de protection).

## 2.2 Deuxième phase : 2007-2015 les opérations durcies d'une armée de terre mature

Tenant compte de l'instabilité mondiale croissante, le **Livre blanc de 2008** considère que la France est dans une plus grande vulnérabilité directe que quinze ans auparavant et définit pour la première fois une « **stratégie de défense et de sécurité nationale** », un arc de crises et une nouvelle fonction stratégique, **Connaissance Anticipation**, érigée en priorité. Le rapprochement stratégique avec les Etats-Unis et l'importance prise par l'insurrection des Talibans justifient une posture plus agressive des forces terrestres françaises en Afghanistan, l'opération *Pamir* devenant le marqueur opérationnel majeur pour l'armée de Terre française en 2008.

La Force opérationnelle terrestre projetable est définie à 88 000 hommes, dans le cadre d'un contrat opérationnel qui décrit quatre hypothèses d'engagement :

- H1 : participation à la gestion de crises importantes sur le territoire national, à hauteur de 10 000 hommes sur préavis de quelques jours;
- H2 : participation au règlement de deux crises moyennes hors d'Europe, incluant un renforcement de la posture de protection TN à 5 000 hommes, deux opérations multinationales dont une à hauteur de 10 000 hommes avec un préavis de 4 à 6 mois et une autre sous commandement français à hauteur de 7 000 hommes avec un préavis de 2 à 3 mois, et une capacité de réaction pour une opération d'urgence de 5 000 hommes (alerte Guépard) ;

- H3 : participation à un conflit régional majeur pouvant atteindre nos intérêts vitaux, comportant une participation à un engagement aux côtés de nos alliés à hauteur de 30 000 hommes avec un préavis de six mois pour une durée de un an non renouvelable, une posture de protection TN renforcée à 10 000 hommes et une capacité de réaction pour une opération d'urgence de 5 000 hommes (alerte Guépard). Cette hypothèse à 45 000 hommes, qui nécessiterait le désengagement maximum des opérations déjà en cours, est la plus dimensionnante et justifie le format de 88 000 hommes de la force opérationnelle terrestre projetable.
- H4 : gestion dans la durée de crises multiples simultanées, soit 4 à 5 opérations pour un volume total de 10 000 hommes et une capacité de réaction pour une opération d'urgence de 5 000 hommes (alerte Guépard). Cette hypothèse correspond à la réalité quotidienne de l'armée de terre durant la période de validité de ce Livre blanc.

Avec le nouveau Livre blanc de 2013, l'Afrique est réaffirmée comme une priorité stratégique, vite confirmée dans les faits (Mali, RCA, bande sahélo-saharienne). La force opérationnelle terrestre projetable décroît à 66 000 hommes et les contrats opérationnels des armées sont revus selon trois hypothèses d'engagement (HE) :

- HE 1 : la situation opérationnelle de référence (SOR). Cette SOR, comparable à la H4 du précédent Livre blanc, peut être considérée comme le quotidien de la vie des militaires à travers les opérations en cours. Il s'agit d'armer l'échelon national d'urgence (ENU) et le reconstituer si besoin, d'assurer les missions de dissuasion, protection et prévention ainsi que la gestion de crise (2 à 3 théâtres, 6 000 à 7 000 hommes) ;
- HE 2 : hypothèse d'engagement en urgence dans le domaine de la protection (HE-PROT). Outre la SOR, elle comprend le renforcement du territoire national, sur lequel l'armée de

Terre doit pouvoir déployer jusqu'à 10 000 soldats (TN 10 000), le renforcement de la posture permanente de sécurité et de la dissuasion<sup>26</sup> ;

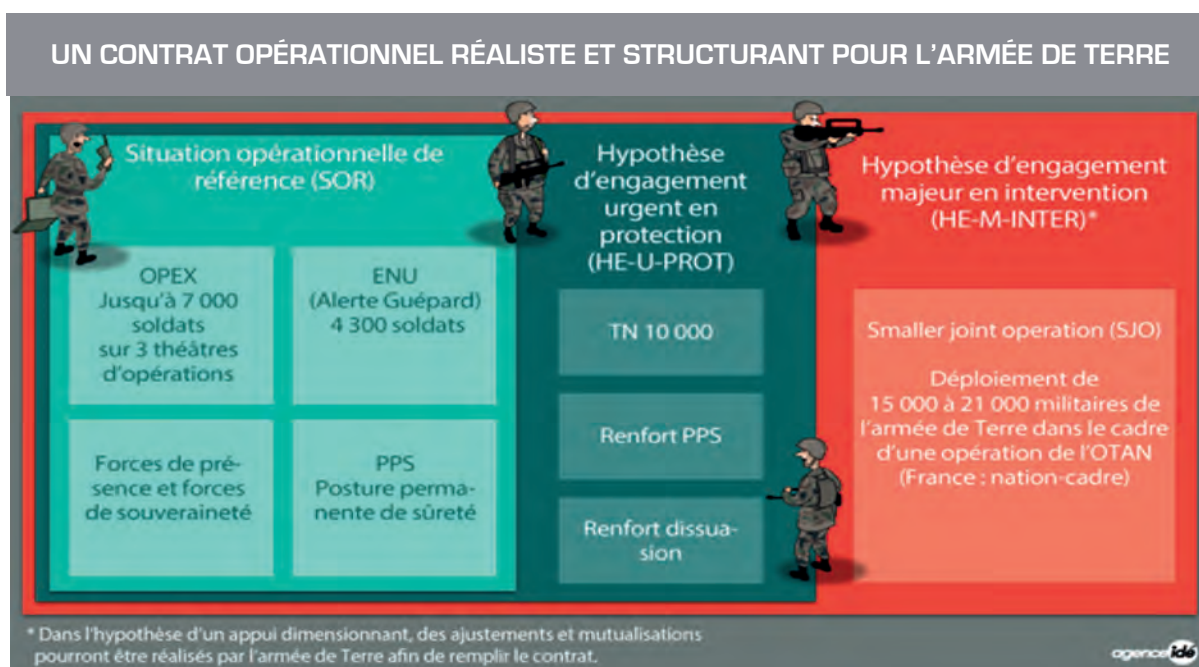
- HE 3 : outre les missions réalisées dans le cadre de la HE-PROT, et moyennant quelques mutualisations de matériels «échantillonnaires», l'hypothèse d'engagement majeur en intervention (HE-INTER) prévoit un engagement en coalition, dans un délai de six mois et pour un engagement intensif de six mois, pour un volume de forces de deux brigades, ainsi que des moyens de commandement et de soutien associés (jusqu'à 21 000 hommes) afin d'honorer l'exigence d'être « nation cadre ».

Sur la période, l'effort de défense de la France s'est maintenu à 1.5% du PIB (3.5% des dépenses militaires mondiales).

Par ailleurs, au plan organique, la révision générale des politiques publiques (RGPP 2007), devenue modernisation de l'action publique

(MAP en 2012) impose des restructurations très profondes au sein de la défense. Il s'agit pour l'essentiel des décrets de 2009 sur les attributions du chef d'état-major des armées et des chefs d'état-major d'armées, de la montée en puissance du secrétariat général à l'administration (SGA) et des grandes directions interarmées, de l'embasement par l'émergence des bases de défense dans le cadre d'une réforme globale des soutiens, de la refonte des structures territoriales marquée par la suppression des régions Terre et la mise en place des états-majors de soutien défense (EMSD), de la réorganisation de la maintenance (SIMMT et SMITer<sup>27</sup>).

L'ensemble de ces restructurations induit des réductions d'effectifs drastiques, débouchant sur une manœuvre de la ressource humaine notamment déclinée via un contingentement de l'avancement et une politique d'incitation au départ.



Les contrats opérationnels du livre Blanc de 2013 (source EMAT)

26 C'est cette hypothèse d'engagement qui a été appliquée par les armées suite aux attentats à Paris de janvier 2015.

27 Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres, et Service de la maintenance industrielle terrestre.

## 2.2.1. Physionomie de l'armée de terre

### 2.2.1.1. Modèle - Organisation

Forte de 101 régiments en 2008, l'armée de terre conduit une nouvelle étape de rationalisation, perdant au total plus de 20 régiments tout en regroupant géographiquement les brigades, et supprimant des effectifs considérables au sein des organismes organiques (état-majors, écoles). Son format se réduit ainsi pour atteindre finalement 78 régiments et de l'ordre de 100 000 hommes en 2014. Dans la même période, le commandement de la force terrestre (**CFT**) agrège le CFAT et le CFLT en 2008, puis les métiers des brigades du génie, d'artillerie et aéromobile en 2010, ces brigades étant dissoutes.

Les **écoles de formation** sont regroupées en pôles densifiés et l'enseignement militaire supérieur connaît de nombreuses évolutions (diplôme d'état-major différencié, suppression du cours supérieur d'état-major en 2014 et allongement de la période d'enseignement spécifique terre à l'école de guerre).

La **fonction doctrinale** animée par le CDEF, en étroite coordination avec les directions des études et de la prospective (DEP) des écoles d'arme, le centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), et les organisations internationales (OTAN, ONU, UE), livre aux forces en une dizaine d'années un corpus doctrinal complet, à jour, cohérent en interarmées et en interalliés, et surtout éprouvé par les opérations. Le **retour d'expérience** s'adapte en mettant en œuvre de nouveaux processus plus réactifs au service des opérations en cours ou probables.

L'alerte Guépard nouvelle génération est adaptée suite aux opérations récentes et au nouveau contrat opérationnel pour s'intégrer dans l'**échelon national d'urgence** (ENU) interarmées notifié dans le Livre blanc de 2013.

### 2.2.1.2. Préparation opérationnelle

A partir de 2008, le durcissement des opérations, symbolisé par l'embuscade d'Uzbeen en Afghanistan des 18 et 19 août 2008 où dix soldats français sont tués et qui agit comme un électrochoc au sein de l'armée de terre, ainsi que la nécessité de trouver sans cesse des marges de rationalisation entraînent une réflexion d'ensemble sur la préparation opérationnelle, qui devient **différenciée**, chaque théâtre faisant l'objet d'une mise en condition à la projection (**MCP**) dédiée, et incluant des étapes d'entraînement et de certification renforcées.

La préparation opérationnelle passe ainsi du prêt-à-porter au sur-mesure. Concrètement, si la MCP Afghanistan dure six mois, celle pour le Kosovo ou le Liban en nécessite quatre et les MCP des missions de courte durée au sein du dispositif de souveraineté sont moins exigeantes. Par ailleurs, la durée des mandats des opérations les plus dures passe à six mois à compter de 2011, alors que d'autres, ainsi que les missions de courte durée au sein du dispositif prépositionné, sont maintenues à quatre mois.

Afin de rendre cette nouvelle préparation opérationnelle viable, de nouvelles politiques ambitieuses des **espaces d'entraînement** sont mises en œuvre. En 2007, les camps sont catégorisés selon trois niveaux en fonction de leurs capacités et du type d'unités qui peut s'y entraîner.

Le niveau 3 permet l'entraînement au niveau du GTIA, sur les pôles Champagne (Mailly, Mourmelon, Suippes, Sissonne) et Provence (Canjuers, Larzac).

La mise en condition à la projection (MCP) repose par ailleurs en grande partie sur les centres spécialisés, placés depuis 1997 sous l'autorité du commandement des centres de préparation des forces (CCPF de Mailly le Camp). Aux côtés des centres déjà existants (CEPC, CENTAC, CEITO,

1<sup>er</sup> régiment de chasseurs de Canjuers, 17<sup>ème</sup> groupe d'artillerie de Biscarosse) émergent de nouveaux pôles spécialisés :

- le centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (**CENZUB**, opérationnel en 2006), unique en Europe par sa modernité, sa taille et les possibilités d'entraînement qu'il offre, y compris en matière de tir en zone urbaine ;
- le **détachement d'assistance opérationnelle** (DAO), appartenant au 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs de Canjuers, où une *Forward Operational Base* (FOB) a été édifée en 2009 sur le modèle de celles que les unités vont trouver en Afghanistan. Les SGTIA y passent systématiquement trois semaines en fin de MCP. Au contact de mentors de retour de mission renforçant le DAO dans une optique de partage d'expérience, les unités se familiarisent avec les procédures et les équipements spécifiques du théâtre, renforcent leurs compétences en lutte anti EEL et en secourisme de combat, et restituent les savoir-faire appris lors d'une semaine d'exercice de synthèse ;
- la **commission nationale de contrôle interarmes** (CNCIA, 2009) de Mailly, dédiée aux évaluations des PC de niveau 4 (GTIA) ;
- le centre d'entraînement des brigades (CEB - 2006) qui devient en 2013 le **Centre d'Entraînement Interarmes et du Soutien Logistique** (CENTIAL), à Mourmelon. Celui-ci met à disposition des brigades les infrastructures opérationnelles d'entraînement au tir et à la manœuvre de Mourmelon et Suippes (zone de saut, village de combat, champs de tir allant des armes légères d'infanterie jusqu'au calibre 155, zone de check point ...). Il assure également la gestion du parc d'entraînement Champagne qui compte actuellement près de 300 véhicules et engins blindés ;
- le **groupement d'aguerrissement en montagne** (GAM - 2009) de Modane<sup>28</sup>.

Une gouvernance de l'ensemble des espaces d'entraînement est mise en œuvre à compter de 2014.

La préparation opérationnelle générique repose quant à elle sur deux piliers :

- ✓ la préparation opérationnelle centralisée, appuyée sur les centres d'entraînement spécialisés et les camps et pôles de niveau 2 (camps de La Courtine et du Valdahon, pôle Grand ouest intégrant Coëtquidan et Fontevraud et pôle Montagne) ;
- ✓ la préparation opérationnelle décentralisée, adossée aux installations des garnisons, mutualisées en une trentaine d'espaces collectifs d'instruction (ECI), et les camps de niveau 1 (Bitche, Caylus, les Garrigues).

S'agissant de formation initiale des engagés volontaires, la tension sur le recrutement des militaires du rang et surtout le besoin d'homogénéiser la formation initiale au sein des forces ont conduit l'armée de terre à créer des centres de formation initiale des militaires du rang (CFIM) dont la responsabilité est confiée aux brigades à partir de l'été 2010.

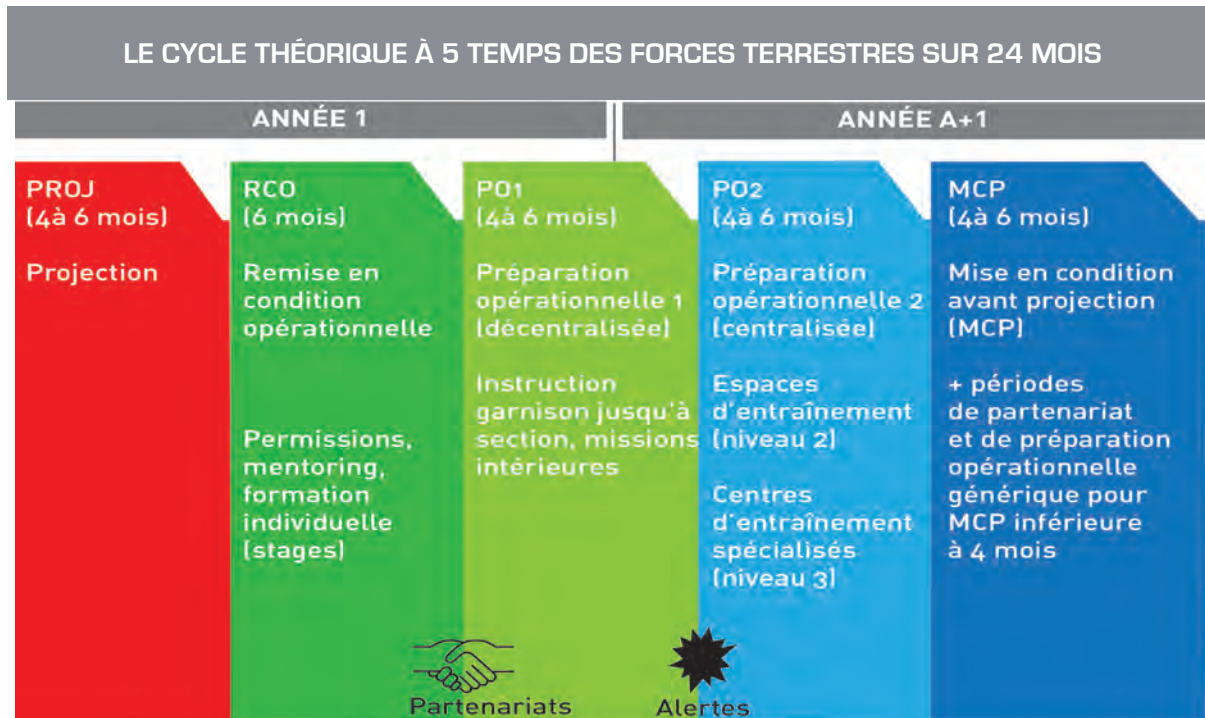
Après l'infanterie, l'**ISTC** devient la norme pour le tir et l'aguerrissement fait partie intégrante de toutes les étapes de la préparation opérationnelle.

Le **sauvetage de combat** est formalisé en 2008, permettant d'accroître notablement les compétences en secourisme des forces terrestres. La **lutte anti engins explosifs improvisés (EEL ou IED en anglais)** connaît également de larges développements en termes d'entraînement et d'émergence de nouvelles capacités, comme la fouille opérationnelle spécialisée.

28 Ce centre permet de maintenir un aguerrissement en milieu montagneux, alors que le CNAM de Briançon, qui avait engendré le CIECM de Barcelonnette en 2008, est dissous en 2009.

Enfin, la **politique AZUR** (actions en zone urbaine) contribue à préparer les forces à s'engager en ville, non seulement via la poursuite de la montée en puissance du CENZUB mais aussi grâce à la mise en place de modules « PERFOR » et « BICUB » au sein des espaces collectifs d'instruction (ECI) des garnisons.

En 2011, un nouveau **cycle de préparation opérationnelle à cinq temps** est mis en œuvre, permettant notamment une véritable phase de remise en condition des unités et de *mentoring* de celles qui se préparent à la projection.



Le cycle de préparation opérationnelle à 5 temps

### 2.2.1.3. Equipements

Même si les opérations reposent toujours largement sur les véhicules et les hélicoptères anciens, les premiers équipements lourds de la 3<sup>ème</sup> vague de modernisation depuis 1945 sont mis en service : hélicoptère **Tigre** puis **Caïman**, blindé **VBCI**, véhicule haute mobilité

(VHM), canon **Caesar**, système **FELIN**, porteur polyvalent terrestre (**PPT**). Les **drones tactiques** SDTI (2005) et DRAC (2008) intègrent les nouvelles structures multicateurs. Les liaisons tactiques s'enrichissent de moyens satellitaires, dont certains permettent les communications en mouvement comme le **VAB VENUS**.



Caesar (Afghanistan, Tagab, 2010)  
(C)Didier GEFFROY/SIRPA Terre Image



VBCI (Afghanistan, Surobi, 2010)  
(C) ADJ Arnaud KARAGHEZIAN  
SIRPA Terre Image



Drone SDTI

Par ailleurs, l'assurance d'une haute disponibilité technique en opération (90%) a un impact fort et immédiat sur celle de la métropole (entre 25 et 75% selon les parcs et les périodes, avec un point moyen souvent proche de 50%), impactant parfois lourdement les unités dans leur préparation opérationnelle décentralisée. Aussi, les difficultés de maintien en condition opérationnelle (**MCO**) et le poids des OPEX imposent à partir de 2008 la mise en place de la politique d'emploi et de gestion des parcs (**PEGP**). Cette révolution nécessaire rompt avec la pratique très ancrée de la détention par les unités de la totalité du parc nécessaire à leur engagement tous moyens réunis. La PEGP permet d'abord la constitution d'un parc d'entraînement (PE) directement disponible sur les grands camps, puis d'un parc d'alerte (PA). Pour autant, le tempo opérationnel intense ne permettant pas aux efforts des maintenanciers de porter leurs fruits autant que nécessaire, elle peine à constituer le parc de gestion (PG), pourtant poumon du système, et laisse aux régiments un parc de service permanent (PSP) que les chefs de corps estiment « juste insuffisant ».

### 2.2.2. Physionomie des opérations

L'armée de terre fait face aux défis de tous ses engagements. Partout la population est un enjeu et un levier utilisé par les adversaires de tout type.



© EMA / A&T

RCA, mars 2015 : Check-point au marché de Bambari

En **Afghanistan**, l'opération *Pamir* (2001 – 2014) entre dans une phase de combats difficiles marquant le retour à la guerre et la mise en pratique de la **contre-rébellion**. L'ennemi s'adapte parfaitement au terrain et aux saisons, il est pugnace et use de tous les modes d'action asymétriques à sa disposition (embuscades, harcèlement, prises d'otages, emploi intensif des EEL, action sur les populations).

En **Libye** (mars-octobre 2011), alors que les seuls bombardements aériens ne suffisent pas à faire fléchir le régime de Kadhafi, l'intervention des hélicoptères à partir de la mer s'avère décisif. L'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) démontre lors de l'opération *Harmattan* toute la pertinence de l'**aérocombat** en apportant une plus-value singulière, unique et remarquée à la coalition.

En **RCI**, *Licorne 2002-2015* poursuit sa mission de sécurisation en appui de l'ONUCI et de l'armée ivoirienne. La Force contribue également à évacuer ses ressortissants, en 2004 et 2011. Lors du dénouement de la crise (avril 2011), *Licorne* appuie et accompagne les forces locales dans des **combats en zone urbaine**, dans un contexte sensible et incertain.

Au **Mali** (janvier 2013 à août 2014), l'opération *Serval* marque le retour de la **manœuvre aéroterrestre dans la profondeur**. Elle constitue un succès tactique et une prouesse logistique unanimement salués. L'ennemi a refusé le combat en terrain ouvert, préférant affronter la force depuis ses sanctuaires où il se sacrifie et subit de lourdes pertes. *Serval* entre ensuite dans une année de stabilisation et de transformations successives de la force où la pression sur l'ennemi n'est jamais relâchée, en dépit de la reconstitution permanente et savamment orchestrée de ses divers mouvements.

En **RCA** (à compter de décembre 2013), la force *Sangaris* **s'impose et s'interpose** dans un contexte d'hyper-violence et une situation très complexe et volatile. En moins de six mois, après la

sécurisation de la capitale Bangui et de l'axe logistique majeur vers le Cameroun, *Sangaris* entame le contrôle du centre du pays et le passage du relais à la force de l'ONU (MINUSCA) et d'EUFOR-RCA, mission européenne limitée et difficile à monter en puissance mais qui parvient à se faire une place dans le dispositif.

En **BSS** à partir de l'été 2014, *Barkhane* poursuit l'effort de **régionalisation** et de transfert aux forces locales et à la force de l'ONU (MINUSMA) tout en maintenant une forte pression sur les groupes terroristes, en coordination toujours plus étroite avec les forces spéciales et l'armée de l'air.

En **Irak**, dans le cadre de la lutte contre Daesh, l'opération *Chammal* de soutien aérien aux forces aériennes irakiennes, débutée en septembre 2014, se complète début 2015 d'un engagement limité de capacités de l'armée de terre axé sur l'assistance militaire opérationnelle.

Sur le **TN**, Vigipirate connaît de nouvelles évolutions du fait de la refonte du dispositif en 2014, dont la manifestation la plus visible est la simplification des niveaux d'alerte, réduits à deux, vigilance et alerte attentats. L'armée de terre déploie par ailleurs régulièrement des effectifs et des capacités souvent importantes en sécurisation (Harpie depuis 2008 en Guyane, grands événements internationaux, sportifs ou mémoriels) ou en assistance aux populations (tempêtes Klaus en 2009, Xynthia en 2010, inondations de Draguignan en 2011).

Suite aux **attentats des 7 et 8 janvier 2015 à Paris** visant le journal Charlie Hebdo et la communauté juive, le niveau « alerte



© AdT CCH Alexandre DUMOUTIER

Paris, janvier 2015 : opération *Sentinelle* – sécurisation métro Nation par le 48<sup>e</sup> RT.

attentats » est déclenché pour la première fois et les armées déploient en métropole plus de 10 000 hommes en quelques jours, presque tous issus de l'armée de terre, en appui des forces de sécurité. Avec cette opération *Sentinelle*, c'est ainsi le contrat fixé dans le livre blanc qui est intégralement mis en œuvre.

## 2.2.3. Enseignements majeurs

### 2.2.3.1. Organisation

L'armée de terre est une **armée d'emploi**, qui fournit plus de 80% des effectifs projetés sur l'ensemble des opérations. Elle repose sur des **structures de commandement** éprouvées et justement dimensionnées. La **brigade**, véritable intégrateur interarmes s'affirme comme un PC de niveau tactique efficient, capable d'agréger en opération de nombreuses fonctions ou capacités nouvelles ou non organiquement détenues en métropole (actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel<sup>29</sup>, lutte contre les EEI, logistique, systèmes d'information et de communication).

29 Ces APEO regroupent les actions civilo-militaires, les opérations d'influence et la communication opérationnelle.

Le **GTIA** constitue la norme du pion tactique de niveau 4, les **SGTIA**<sup>30</sup> s'interarmisent de manière croissante. Les opérations confortent en outre l'armée de terre dans son choix de maintenir un outil sur la totalité du spectre capacitaire incluant les trois segments d'équipements lourd, médian et léger.

### 2.2.3.2. Emploi

Face à des **adversaires déterminés de plus en plus difficiles à discriminer**, l'armée de terre est confortée dans ses choix et s'adapte au durcissement et à la diversification des opérations en s'appuyant sur les **fondamentaux du combat** et en **adaptant ses capacités**.

Capitalisant sur les **acquis de l'Afghanistan** (manœuvre, aguerrissement, secourisme, tir), elle prouve sa réactivité lors d'*Harmattan*, de *Serval*, de *Sangaris*, ou lors des crises sur le TN, ainsi que la pertinence de son **dispositif prépositionné**.

Elle conforte la validité de la **formation** de ses cadres, faisant la part belle à l'imagination tactique et à l'intelligence de situation, comme de son outil de **préparation opérationnelle**. Elle poursuit la montée en puissance de **l'aérocombat**.

Elle démontre sa **souplesse d'emploi** (adaptation permanente aux évolutions des opérations, réarticulations fréquentes, interarmisation à des niveaux toujours plus bas), et son savoir-faire en matière d'**assistance militaire opérationnelle** (*Epidote*

et les OMLT en Afghanistan, EUTM-Mali ou les détachements de liaison et d'assistance opérationnelle -DLAO- lors de *Serval* et *Barkhane*<sup>31</sup>).

Elle renforce sa **culture expéditionnaire**, sa capacité à mettre en mouvement les **forces partenaires**.

Par ailleurs cette phase est marquée par de nombreuses adaptations, à la fois profondes et rapides :



Afghanistan, 2013 : mission *Epidote*

- appropriation et développement de **nouvelles capacités** (renseignement multicateurs, lutte contre les EEI, APEO, drones) ;
- **interopérabilité** renforcée en interarmées, en multinational, en interministériel, en particulier avec les forces spéciales, et dans les domaines du renseignement et de la coordination dans la 3<sup>ème</sup> dimension ;
- prise en compte de **l'approche globale** (influencer les perceptions), de la **judiciarisation** et de la **médiatisation** croissantes des opérations, et du **cyberespace** ;

30 Groupement tactique interarmes et Sous groupement tactique interarmes.

31 *Epidote* est la mission de formation des cadres de l'armée nationale afghane (ANA), tandis que les OMLT (Operational Monitoring Liaison Team) conseillent et accompagnent ses unités au combat. EUTM-Mali forme les bataillons de la nouvelle armée malienne, les DLAO accompagnant leur engagement et coordonnant la force avec la MINUSMA.





Afghanistan, février 2012 : Task Force La Fayette

- amélioration de la **prise en compte des blessés** par la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT) et de l'**accompagnement des familles des tués** (plan Hommage) ;
- mise en place d'un dispositif de **soutien psychologique du combattant**, incluant notamment des sas de décompression qui tendent à se systématiser avant le retour en métropole, afin de prévenir les conséquences du durcissement des opérations exposant les soldats aux exactions et à la violence extrême.

La numérisation de l'espace de bataille (**NEB**) apparaît timidement sur les théâtres, étant toujours déployée en mode dégradé, du fait notamment de l'impossibilité de constituer les forces avec des unités toutes numérisées, en particulier lorsqu'elles sont bâties avec des unités du dispositif prépositionné qui n'est pas encore entré dans l'ère de la numérisation. Ainsi, l'objectif de projeter une brigade interarmes numérisée pour 2009 n'est pas tenu. Pour autant, l'expérience accumulée en opération permet à la NEB française de se situer parmi les premières du monde et de solidifier concrètement la marche de l'armée de terre vers Scorpion.

Enfin, la **logistique opérationnelle** est partout sous tension, s'acharnant à soutenir et ravitailler des unités parfois très éloignées et à maintenir une disponibilité technique opérationnelle (DTO) suffisante sur l'ensemble des théâtres.

### **Par théâtre d'opération :**

En **Afghanistan**, la *Task force La Fayette* (TFLF) est parfaitement intégrée à une division américaine et met en œuvre un pôle de stabilité dans le cadre de l'approche globale.

Les GTIA vivent quotidiennement le retour de la guerre dans toutes leurs missions, redécouvrent le plein usage du feu, la rudesse du milieu montagneux et la vie en campagne dans des FOB<sup>32</sup>. Le soutien psychologique du combattant devient une préoccupation croissante du commandement, qui ouvre des sas de décompression avant le retour en métropole. 89 soldats français payent de leur vie cet engagement difficile, et de l'ordre de 700 en reviennent blessés.

En **Libye**, l'*Helicopter Strike Group* effectue 40 raids presque tous nocturnes, qui détruisent 600 objectifs, soit 40% du total français, sans perte humaine ou matérielle ni aucun dommage collatéral. L'ALAT a appliqué la doctrine de l'aérocombat affinée en Afghanistan. Elle s'est adaptée à l'action depuis la mer, en coordination étroite avec un bâtiment de projection et de commandement (BPC), développant l'interopérabilité avec la marine nationale.

Au **Mali**, en coordination avec les forces spéciales et l'armée de l'air, la brigade *Serval* parvient en quelques semaines à reconquérir l'espace occupé par les groupes armés terroristes puis à les détruire dans leurs sanctuaires, par des actions dans la profondeur employant tous les appuis disponibles, conduites simultanément sur deux zones distantes de 500 kilomètres.

<sup>32</sup> Forward Operational Bases.

Les conditions sont particulièrement éprouvantes pour les hommes et les machines, le désert confirmant par ailleurs sa réputation « d'enfer du logisticien ».

En phase de stabilisation à partir de la fin 2013, puis dans la **bande sahélo-saharienne** lors du transfert de la mission vers *Barkhane*, des unités et des modes d'action innovants sont mis en œuvre : groupement tactique désert (GTD), GTIA-aéromobile, GTIA de

aéromobiles, et imposant de continuelles réarticulations au sein des GTIA et SGTIA. Comme le répètent ses chefs, « *Sangaris* sait tout faire mais ne peut tout faire ». Pour autant, la force parvient à stabiliser la situation à Bangui, tout en élargissant rapidement sa zone d'action aux provinces ouest et centre.

Les soldats, déployés une fois encore dans des conditions très spartiates<sup>35</sup>, sont confrontés à des exactions quotidiennes et à la totale



Mali, Septembre 2014 : Opération *Barkhane* – GTD ouest



RCA, août 2014 : Opération *Sangaris*. VBCI en patrouille

circonstance, opérations de chasse-traque ou « *intel led* »<sup>33</sup>, déploiement d'une BOAT<sup>34</sup>. Par ailleurs, l'hélicoptère s'impose comme le premier facteur de succès, qu'il s'agisse d'agresser ou d'hélicopter. La force étant dimensionnée au plus juste et opérant dans de vastes espaces, lui seul permet en effet, sur un renseignement d'intérêt immédiat, d'agir vite et loin et d'obtenir l'effet tactique voulu.

En **République Centrafricaine**, le format réduit de la force (1 200 puis 2 000 hommes) impose d'emblée un tempo d'actions successives, sujettes aux contraintes logistiques et

imprévisibilité d'un adversaire volatil, agressif et sachant se servir de ses armes. Ils démontrent un courage et un sang-froid exemplaires, fruits de l'expérience accumulée et d'une préparation opérationnelle adaptée.

En métropole, l'engagement à Paris et en Province suite aux attentats de janvier 2015 de 10 000 hommes de l'armée de terre, dont près de 400 réservistes, consacre la mise en œuvre du contrat fixé par le Livre blanc. Le plan **Neptune**, prévu pour faire face aux crues centennales de la Seine, démontre sa pertinence à cette occasion, permettant

33 Littéralement « menées par le renseignement ». Il s'agit, par un dispositif réactif combinant différentes capacités, d'être capable d'exploiter sans délai un renseignement d'intérêt immédiat, les missions menées de cette façon offrant la meilleure garantie d'un résultat tangible.

34 Base opérationnelle avancée temporaire.

35 Le camp de M'Poko à Bangui était dimensionné pour les 400 hommes de l'opération Boali. *Sangaris* prévoit initialement une force de 1200 hommes, qui atteint en réalité 2 000 hommes dès les premières semaines. Jusqu'à 100 000 personnes viennent par ailleurs se réfugier chaque jour aux abords immédiats du camp. Le soutien de l'homme (sanitaires en particulier) est donc des plus rustiques, dans un pays dénué de toute infrastructure collective viable.

de manière fluide la désignation des unités, leur acheminement et leur déploiement en quelques jours.

Les EMF sont déployés en Ile-de-France et à Marseille pour constituer l'échelon de mise en œuvre tactique, aux ordres des centres opérationnels interarmées de zone de défense et de sécurité (COIAZDS) Paris et Sud. Le volume engagé, s'inscrivant dans la durée, pose toutefois quelques difficultés. La préparation opérationnelle est ainsi largement obérée par la nécessité de fournir l'effectif demandé en assurant sa rotation régulière, et la capacité à tenir ce contrat montre le sous-dimensionnement de la force terrestre pour y faire face dans une durée non envisagée dans le Livre blanc. Enfin, le mode d'action de garde statique d'emprises ne valorise pas les capacités de l'armée de terre, et n'est pas exempt de vulnérabilité pour les soldats, qui démontrent cependant une remarquable maîtrise de l'emploi de la force aux plus petits échelons.

En **Guyane**, l'opération *Harpie* constitue un laboratoire tactique au niveau du groupe et de la section. Face aux misérables *Garimpeiros* exploitant illégalement l'or, n'ayant rien à perdre et qui n'hésitent pas à tirer, les soldats effectuent de longues missions et patrouilles en jungle, propices à l'aguerrissement dans un milieu des plus hostiles, ainsi qu'au développement de la coopération interarmées, notamment avec la gendarmerie. Trois soldats français ont à ce jour été tués dans cette opération dans le cadre d'accrochages avec les *Garimpeiros*.

### 2.2.3.3. Equipements

Les matériels majeurs anciens sont encore employés intensivement, bien qu'à bout de souffle. VAB et AMX10 RC sont de la génération de la Peugeot 504, ils ont désormais deux fois l'âge de leurs pilotes, et ce sont les mêmes qu'à Daguet où ils avaient déjà une douzaine d'années. La roue (VAB, AMX10RC, VBL) est désormais préférée à la chenille.



© G. GESQUIERE / armée de terre

Guyane : opération Harpie, reconnaissance en quads

Choix audacieux mais raisonné, les **nouveaux équipements sont projetés d'emblée** sur les théâtres (hélicoptères Tigre et Caïman, canon Caesar, blindé d'infanterie VBCI, petit véhicule protégé PVP, nouveau vecteur logistique PPT) et donnent toute satisfaction.

puissance de feu et protection, et est à ce titre réclamé sur la plupart des théâtres d'opération. La mise en service du nouveau vecteur logistique, le porteur polyvalent terrestre (PPT), capable d'emporter de lourdes charges et de dépanner tout en protégeant efficacement son



© Cch Alexandre DUMOUTIER / SIAPA Terre

Tigre : Afghanistan, novembre 2012

Les performances de ces nouveaux équipements accroissent en effet notablement la capacité opérationnelle au combat. Un hélicoptère Tigre intégré à la manœuvre aéro-terrestre permet souvent d'acquérir la supériorité sur l'ennemi ou d'inverser localement le rapport de force, sa vision oblique et sa puissance de feu étant décisives partout où il est engagé. Le Caesar démontre une remarquable mobilité tactique sur les terrains les plus difficiles, sa rapidité et sa simplicité de mise en œuvre et la portée comme la précision de ses tirs confèrent au chef interarmes une liberté d'action très appréciable. Le VBCI offre un excellent compromis entre mobilité,

équipage, marque un progrès majeur dans la logistique de l'avant dans la bande sahélo-saharienne.

Afin d'améliorer les performances des équipements, un effort très important d'**adaptation réactive** est également conduit, générant des innovations, des achats sur étagère ou des commandes en urgence opérationnelle, essentiellement dans le registre de la **protection de la force** en regard de l'omniprésence de la menace EEI : brouilleurs, kits anti-EEI et anti-RPG pour 20 AMX 10 RC, renforcements divers de 300 camions et véhicules logistiques<sup>36</sup>,

36 150 kits de protection « Last Armor » et pare-brise blindés pour camions TRM 10000 , 121 cabines blindées pour camions GBC, et 22 camions Scania blindés.

32 kits de blindage des cabines de canons Caesar, grilles et filets anti-armes antichar RPG sur les VBCI, système de détection acoustique de départ de coup sur les VAB, tourelleaux téléopérés, VAB ULTIMA, mini robots du génie, radars alerteurs de tirs mortiers GA10, caméras Margot, lunettes de tireurs d'élite Swarovski sur HK 417, Minimi en calibre 7,62mm, gilets-pare-balles de nouvelle génération, supports de casques OB70.

La silhouette du combattant et celle de ses véhicules se transforment ainsi rapidement et s'alourdissent, parfois trop, tant pour les organismes que face à des adversaires toujours très légèrement équipés et donc extrêmement mobiles. La protection des emprises n'est pas en reste, grâce à des systèmes performants de détection, comme le système anti-intrusion SYPROPE (SYstème de PROtection PErimétrique).

De nombreux autres équipements permettent l'évolution de certaines fonctions opérationnelles, comme par exemple le VAB VENUS pour les liaisons satellitaires en mouvement, ou les engins des détachements d'ouverture d'itinéraires piégés (DOIP) tels le Buffalo ou l'Aravis, blindés hautement protégés de lutte contre les engins explosifs improvisés.

Sur le territoire national, l'interopérabilité des SIC demeure un sujet de préoccupation, tant au sein des forces (le SIC-F équipe les centres opérationnels interarmées de zone de défense chargés du niveau opératif mais pas les délégations militaires départementales responsables du niveau tactique) qu'en interministériel, où les progrès sont réels mais encore lents et ne permettent pas une interopérabilité satisfaisante à l'échelle d'un déploiement de 10 000 hommes.



VBCI : Afghanistan, février 2012



# CONCLUSION

**D**urant toute cette période, où les opérations se sont déroulées **dans tous les milieux physiques** (montagneux, désertique, tropical, côtier, enclavé, urbain ou rural), l'armée de terre a su conjuguer l'apport des **technologies modernes** et la mise en œuvre des **fondamentaux** du combat au sol.

**Elle a employé toutes ses capacités**, dont certaines ont récemment nettement évolué (aérocombat, drones, renseignement, gestion de la coordination dans la 3<sup>ème</sup> dimension, soutien) et de nouvelles ont émergé (lutte anti-EEI, actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel, cyberguerre). Elle s'est également **fortement impliquée sur le TN**<sup>37</sup>.

Elle a aussi montré son **efficience économique**. Alors que les guerres se nouent et se dénouent toutes au sol, l'armée de terre produit de la capacité opérationnelle à bas coût, étant la plus employée tout en étant la moins chère. Fournissant sur la période 80% des effectifs engagés en opération extérieure, elle ne représente en 2014 que 45% des effectifs du ministère pour 28% des coûts de la mission défense, dont moins de 20% de ses crédits d'équipements et à peine 30% de sa masse salariale, étant construite autour de 72% de contractuels dont **plus de la moitié des engagés volontaires sont à l'indice plancher de la fonction publique**<sup>38</sup>.

Toutefois, les dernières phases de profondes restructurations ont modelé une armée de terre tournée vers les opérations extérieures qui n'est pas exempte de fragilités :

- la **logique de modularité** a été poussée très loin au risque de déstructurer les unités jusqu'à l'atomisation, et de les priver parfois d'une réelle capacité à manœuvrer pour prendre ou reprendre l'ascendant en opération, le format de cette armée de terre expéditionnaire étant taillé au plus juste pour les engagements du moment ;
- les **réformes du soutien**, centralisant la gestion des ressources, ont dé-corrélé la préparation et l'engagement opérationnels de l'organique, rendant délicate la régénération des unités et des équipements ;
- les **dissolutions et regroupements** d'unités ont, au fil du temps, largement entamé le maillage historique de l'armée de terre sur le territoire, aujourd'hui parsemé de déserts militaires qu'il faudra réinvestir autrement.

En outre, les petits gradés ont acquis un remarquable degré d'**autonomie**, et les chefs ont appris à maîtriser de nombreux nouveaux savoir-faire parfois très spécialisés dans le registre sans cesse plus large de l'**interopérabilité**.

Mais la vigilance reste de mise car cette génération du feu très expérimentée pourrait connaître une érosion rapide, liée au départ accéléré des plus anciens et au fort taux de renouvellement des plus jeunes. Aussi convient-il de conserver à tout prix, quel que soit le niveau d'engagement du moment, une préparation opérationnelle d'excellence.

37 *Vigipirate, Hephaistos, Harpie*, catastrophes naturelles en métropole et outremer, sécurisation de grands événements, interventions et renforcements d'urgence dont l'opération Sentinelle en 2015.

38 Classeur du grand rapport de l'armée de terre 2014, page 61.

Elle seule pourra, dans la durée, garantir le succès tactique partout où l'armée de terre pourra être amenée à intervenir, y compris sur le territoire national<sup>39</sup>.

Durant ces 37 années d'opérations ininterrompues, l'armée de terre s'est totalement renouvelée : personnels, équipements, doctrine, entraînement ... et a considérablement élargi son champ d'intervention. Partout où elle a été engagée, elle a affronté la violence tout en restant maîtresse de sa force, elle a su conjuguer l'apport des technologies modernes et la mise en œuvre des fondamentaux du combat au sol et près du sol. Fortement sollicitée à l'extérieur des frontières, elle n'a jamais perdu de vue qu'elle est avant tout au service de la protection du territoire national et de sa population.

Cette période d'engagement opérationnel, qui se poursuit encore aujourd'hui, constitue un capital d'expérience sans équivalent qui permet à l'armée de terre française de tenir le premier rang en Europe aujourd'hui. Elle en a aussi payé le prix du sang, partout.

---

39 Le rapport d'information de la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale n° 2777 déposé le 20 mai 2015 par MM. Guy-Michel Chauveau et Hervé Gaymard, « Engagement et Diplomatie : Quelle doctrine pour les interventions militaires françaises ? » dresse ce constat : *Concernant le capital humain, le système « vit sur ses réserves » en dépensant le capital accumulé au cours de décennies de formation de qualité et grâce à l'acquis de l'expérience opérationnelle cumulée. Ce capital de compétences est lui aussi en apnée : « il doit nécessairement bénéficier à court terme d'une dynamique de redressement du niveau d'activité, sinon la plus-value opérationnelle dont ont bénéficié les armées se paupérise rapidement ». À défaut, le risque est fort d'aboutir à « une armée certes aguerrie et rustique mais paupérisée, faisant bonne figure contre des adversaires non robustes, et un système conjuguant quelques belles niches capacitaires avec de nombreuses carences nuisant à la cohérence d'ensemble ».*



# BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

Livres blancs de la défense 1972, 1994, 2007, 2013.

Grand rapport de l'armée de terre 2014.

**Etudes du CDEF** ([http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/metier/retex/retex\\_intro.htm](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/metier/retex/retex_intro.htm))

## Cahiers du RETEX

- Répertoire typologique des opérations Tome I (Europe / Moyen-Orient / Asie / Amérique centrale / Caraïbes) – 2006
- Répertoire typologique des opérations Tome II (Afrique) – 2006
- Enseignements de l'opération *Artémis* en RD Congo – 2004 – Diffusion restreinte
- Enseignements de l'opération *Licorne* en RCI – 2004
- Enseignements de l'opération *Concordia-Altair* en ARYM – 2004
- Enseignements de l'opération « *Libération 60<sup>ème</sup> Normandie* » – 2005
- Quatre ans de stabilisation au « royaume de l'insolence » : retour d'expérience des opérations *Pamir* et *Épidote* – 2006 – Diffusion restreinte
- Enseignements de l'opération *Carbet* Haïti – 2006 – Diffusion restreinte
- Des électrons dans la brousse, premiers retours d'expérience de la NEB – 2007
- Retour d'expérience franco-allemand de l'opération EUFOR RD Congo – 2007 – Diffusion restreinte
- Opérations en Afrique centrale : *Epervier* et *Boali* – 2008
- Flexibilité tactique, le cas du Kosovo – 2008
- Opération EUFOR Tchad – RCA – 2009 – Diffusion restreinte
- Synthèse RETEX de l'opération *Serval* au Mali (janvier-mai 2013) – 2013 – Diffusion restreinte

## Cahiers de la recherche

- La rébellion tchadienne de 2005 à aujourd'hui - 2009 – Diffusion restreinte
- Ordre et sécurité au Kosovo, forces terrestres et mission de police – 2008
- De la FORPRONU à l'IFOR - La France en Bosnie (1992 – 1996) – 2006
- Le cèdre et le soldat - La présence militaire Française au Liban entre 1978 et 1984 – 2006
- Les rébellions touarègues au Sahel - 2013
- Oryx, un succès méconnu (1992-1994) – 2013

## Autres documents CDEF

- Retour d'expérience Terre de l'opération *Harmattan* (Libye).  
(Note 500039/DEF/CDEF/DREX/BEO/DR-SF du 31 janvier 2012)
- Retour d'expérience sur une décennie d'opérations extérieures pour l'armée de Terre (fascicule élaboré en juillet 2013 pour les Universités d'Été de la Défense).
- Rapports et comptes rendus de fin de mission de l'ensemble des opérations citées.



**Directeur de la publication :** Général Jean-Jacques TOUTOUS

CDEF - 1 place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07

**Téléphone du secrétariat :** 01 44 42 51 02. Fax du secrétariat : 01 44 42 81 29

**Rédacteur en chef :** Colonel Pierre ESNAULT

**PNIA :** 821 753 81 53 - ☎ : 01 44 42 81 53

**Editeur rédactionnel :** Capitaine Gwénaëlle DENONIN-LHUILE

**Infographie : (Couverture) & schémas :** Nanci FAUQUET/CDEF /COM

**Crédits photos des illustrations non précisés dans la mise en page :**

© armée de Terre - © ECPAD - © SIRPA Terre - © EMA/AdT

**Maquettage :** Christine VILLEY/CDEF /DAD/PUB

**Impression - routage :** EDIACA - 76, rue de la Talaudière - BP 80 508 - 42007 ST-ÉTIENNE Cedex 01

**Téléphone :** 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25

**Tirage :** 2 050 exemplaires

**Diffusion :** CDEF /DAD/PUB Téléphone : 01 44 42 43 18

**Dépôt légal :** ISSN de la collection Cahier du RETEX 2427-7045

**ISBN** du volume - Mai 2015

**Version impression** 978 - 2 - 11 - 138911 - 3

**Version électronique** 978 - 2 - 11 -138910 - 6

La version électronique de ce document est en ligne sur les sites Intradef et Internet du CDEF  
à l'adresse <http://www.cdef.defense.gouv.fr>.



**CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES**  
**DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE**  
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07  
[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)